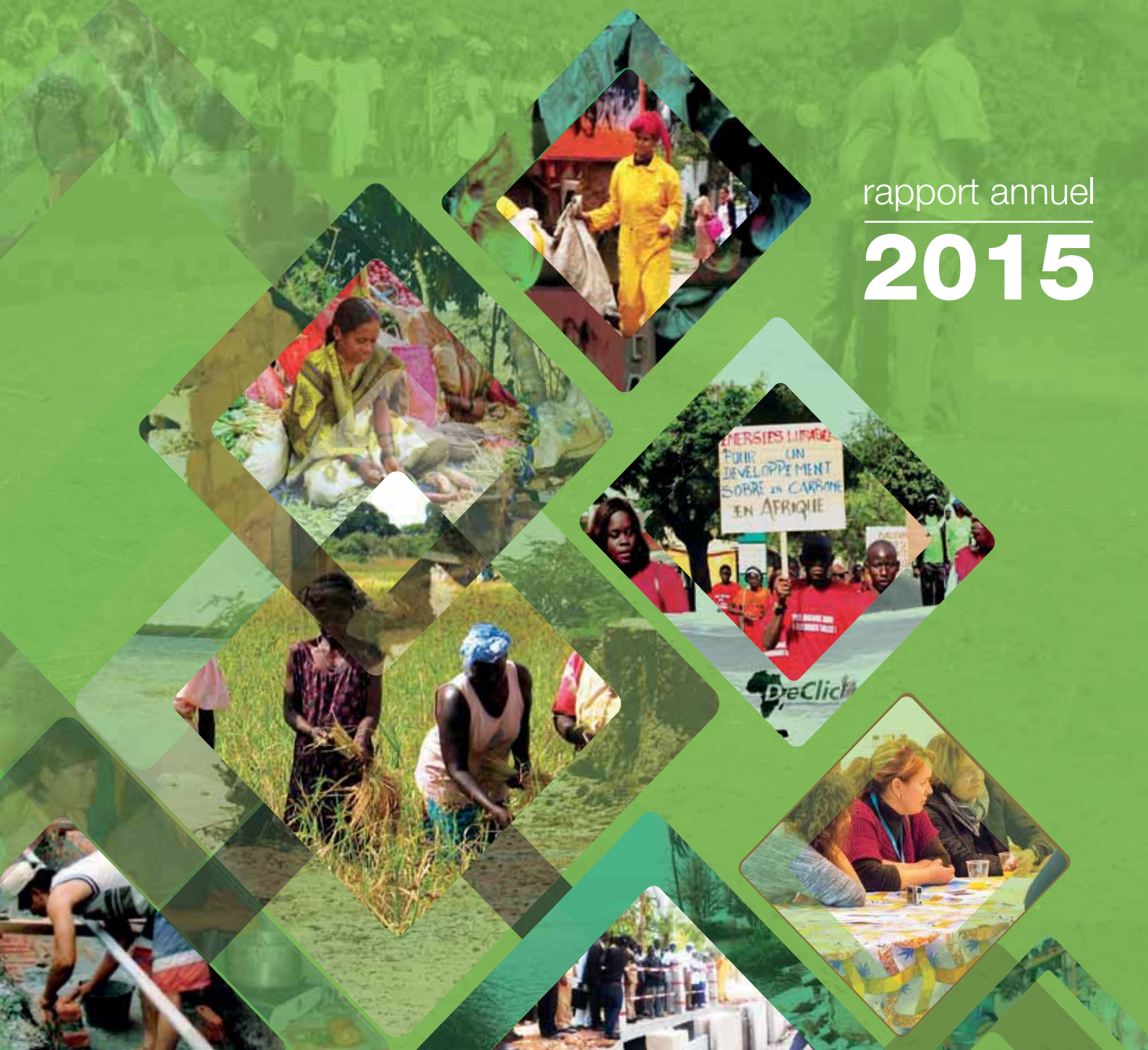




enda

Partenariats pour des
**alternatives
durables**

rapport annuel
2015



© enda tm

© juin 2016 - enda tiers monde

Citation : *Partenariats pour des alternatives durables*,
Dakar, Sénégal, juin 2016, 76 pages

Photos : Enda TM

Coordination : Mouhammad Fatih MBENGUE

Infographie : Alassane DIOP

Ouvrage disponible auprès d'ENDA TIERS MONDE :
Complexe SICAP-Point E - avenue Cheikh Anta Diop

BP : 3370 - DAKAR (Sénégal)

Tél. : +221 33 869 99 61
+221 33 869 99 48

Email : se@endatiersmonde.org

Web : www.endatiersmonde.org

La reproduction de cette publication à des fins non commerciales, notamment éducatives, est permise, sans autorisation écrite préalable du droit d'auteur, à condition que la source soit clairement indiquée.

enda

Partenariats pour des
alternatives
durables

rapport annuel 2015

TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ACRONYMES	5
EDITORIAL	6
PREMIÈRE PARTIE	
d'Addis-Abeba à Paris, en passant par New-York, le monde a-t-il rendu le développement durable possible ?	8
DEUXIÈME PARTIE	
Activités du secrétariat exécutif : développement institutionnel et animation stratégique du Réseau.....	16
TROISIÈME PARTIE	
Panorama des activités d'Enda TM en 2015.....	20
Les distinctions et reconnaissances d'Enda TM en 2015.....	21
1. Enda-Colombie.....	23
2. Enda-Dominicana.....	26
3. Enda-Ethiopie.....	28
4. Enda-Europe.....	30
5. Enda-Interarabe.....	32
6. Enda-Madagascar.....	34
7. Enda-Maghreb.....	36
8. Enda-Mali.....	38
9. Enda-Siddhi-Bombay.....	40
10. Enda-Vietnam.....	42
11. Enda-Cacid.....	44
12. Enda-Diapol.....	46
13. Enda-Eau Populaire.....	48
14. Enda-Ecopole.....	50
15. Enda-Ecopop.....	52
16. Enda-Energie.....	54
17. Enda-Graf-Sahel.....	56
18. Enda-Jeunesse Action.....	58
19. Enda-Lead Afrique.....	60
20. Enda-Madesahel.....	62
21. Enda-Pronat.....	64
22. Enda-Rup.....	66
23. Enda-Santé.....	68
24. Enda-Syspro.....	70
LISTE DES ENTITÉS D'ENDA	72

SIGLES ET ACRONYMES

AFD	Agence française de développement
APD	Aide publique au développement
BADEA	Banque arabe de développement économique en Afrique
BRACED	Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters
CARIMA	Centres d'accompagnement pour la réinsertion et l'insertion des migrants africains
CCNUCC	Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique
CCP-AU	Center for Citizen Participation to AU
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CGLU	Cités et gouvernements locaux unis
CNCR	Conseil national de concertation et de coopération des ruraux
CNRF	Commission nationale de réforme foncière
CONGAD	Conseil des organisations non gouvernementales d'appui au développement
COP	Conference of the Parties (Conférence des parties)
CRAFS	Cadre de réflexion et d'action sur le foncier au Sénégal
DECLIC	Défis climatiques et citoyenneté
GPR2C	Global Platform for the Right to the Cities
ENDA TM	Environnement et développement du Tiers-monde
FEVE	Frontières et vulnérabilités au VIH en Afrique de l'Ouest
FSA	Forum social africain
FSM	Forum social mondial
GENDDER	Genre et développement durable en réseau
IEC	Information éducation communication
INDC	Intended Nationally Determined Contributions
IPF	Initiatives populaires d'éducation et de formation
IRISS	Interactions recherche innovations sciences et société
MAEJT	Mouvement africain des enfants et jeunes travailleurs
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCB	Organisation communautaire de base
ODD	Objectifs de développement durable
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisations de la société civile
OSIWA	Open Society Initiative for West Africa
OXFAM	Oxford Committee for Famine Relief
PAOS	Plan d'aménagement et d'occupation des sols
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
POSCAO	Plateforme des organisations de la société civile de l'Afrique de l'Ouest
PPTTE	Petits pays très endettés
PSE	Plan Sénégal émergent
ROPPA	Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest
REPAOC	Réseau des Plates-Formes d'ONG d'Afrique de l'Ouest et du Centre
RSE	Responsabilité sociale d'entreprise
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
WSUP	Water & Sanitation for the Urban Poor

Message du Secrétaire Exécutif



Moussa MBAYE

Réseau enda tiers monde : pour aller de l'avant, se ressourcer et innover

Nous traversons de multiples crises planétaires majeures : des crises d'ordre écologique, sociale, économique auxquelles s'ajoute une crise de la démocratie / gouvernance. Face à cela, les modèles à ce jour théorisés n'arrivent plus à expliquer ce que nous vivons, encore moins à fournir des solutions satisfaisantes.

Un legs collectif

Au vu des impasses actuelles de presque tous les modèles de développement, nous avons intérêt à nous ressourcer dans la trajectoire d'intellectuels actifs de la trempe de Jacques BUGNICOURT, Cheikh Hamidou KANE, Ben Mady CISSE, Mohamed NACIRI, etc., qui ont compris qu'il fallait quitter les zones de confort pour inventer une voie du développement véritable, et s'exposer au terrain et aux acteurs populaires pour

promouvoir un changement durable et une société conviviale. C'est dans ce «plongeon», cet engagement, cette «tension», qu'est née et s'est construit Enda TM, à la fois comme «idée généreuse» (une société conviviale sous tous ses aspects), comme organisation, mouvement et aujourd'hui Réseau.

Avec Jacques BUGNICOURT, nous avons appris et expérimenté que *«la manière de faire les choses importe autant que ce que l'on fait»* et que *«tout développement qui distend et dissocie les hommes, les familles, les groupes, constitue un péril extrême pour tous.»*

Enda TM, c'est un legs formidable, un héritage que nous nous efforçons d'assumer, tant dans la continuité que dans le renouveau.

« Le nouvel enda est arrivé »

Ce challenge est en voie d'être relevé car ces dernières années ont permis de constater, dans le succès comme dans les difficultés, l'engagement intact et le dynamisme renouvelé de toutes les composantes d'Enda, afin que le legs des fondateurs reste vivace.

Ensemble, nous avons travaillé au renforcement de la cohésion interne et de la convergence, pour un impact collectif dans des combats sur des enjeux globaux que nous ne pouvons gagner qu'unis. Enda TM est devenu un réseau d'organisations autonomes liées autour du label ENDA, non pas

seulement par des règles administratives, mais surtout par un même engagement politique pour une société juste, équitable, plurielle et inclusive. Enda TM est toujours porté par des militants actifs, des champions dans leur domaine, des entrepreneurs du changement, qui osent, innover, mobilisent et motivent les membres de leurs équipes dans le changement culturel, environnemental, politique, économique et social. Avec le Conseil d'administration, les responsables des entités, leurs membres et leurs partenaires, nous avons su resserrer les liens et trouver la juste mesure entre les générations qui se succèdent, afin de faire vivre pour toujours cette idée généreuse qu'est Enda.

Le renouveau d'Enda est palpable et tangible dans le regain de vitalité de notre positionnement stratégique. Après avoir noté avec satisfaction l'évaluation très positive de notre Convention avec le Grand-Duché de Luxembourg, nous venons de signer un Accord-Cadre de partenariat avec la Commission de l'Union Européenne. Nous avons été acceptés comme associé par le *Department of Public Information NGO Relations office (DPI)* des Nations unies, en même temps que nous gérons un *Statut consultatif général auprès de l'ECOSOC* des Nations unies.

Réinventer le présent, repenser le développement

Bien sûr, les défis restent immenses, les incertitudes et les pesanteurs continuent à nous contraindre et à limiter notre élan. Il ne s'agit donc pas de dresser un tableau idéaliste. Juste montrer que nous avons à cœur de faire, selon l'heureuse formule de Cheikh Hamidou KANE, non pas un retour vers notre passé, mais un recours à celui pour «**réinventer le présent**», et faire qu'Enda reste toujours utile aux peuples, aux «gens d'en bas», y compris dans la promotion d'un dialogue inclusif.

Nous avons espoir, car le **potentiel d'Enda** reste remarquable avec les réalisations souvent impressionnantes, mais encore peu valorisées des entités du Réseau. Le RASA (*Rapport alternatif sur l'Afrique*), initié par le Secrétariat exécutif du Réseau dont le lancement est prévu en cette année 2016, manifeste bien cette actualisation de la nécessité, si chère aux fondateurs d'Enda, de «**repenser le développement**» à partir de nos propres schèmes : ce sera un rapport sur l'Afrique, par les africains et selon leurs manières de voir et d'évaluer les choses ; un rapport qui combinera les sources scientifiques, communautaires, citoyennes, etc.

De la plus-value du Réseau

Sur cette lancée pour le renouveau d'Enda, le rôle du Secrétariat exécutif

reste essentiel et consistera surtout à favoriser les **convergences** et notamment le lien «politique» entre les membres du Réseau (adhésion à une mission commune, alliance pour la transformation d'un ordre social qui secrète inégalités, pauvretés et développement non durable,...).

Dans ce projet, notre **diversité** sera un atout. Dans nos différents champs d'interventions, nos entités sont toutes en train d'expérimenter une transformation de la fonction régulatrice (société, secteur, collectivité locale, quartier, association, famille, etc.).

Potentiellement, en reliant des entités différentes, on relie entre elles autant de situations sociales. Ainsi, chaque membre du Réseau devient une ressource pour les autres : parce qu'il est différent et parce qu'il peut faire travailler ses différences dans le regard et la pensée des autres.

C'est là que de telles convergences nous permettront, dans un double mouvement, d'être efficaces dans nos divers ancrages, et ensemble, de constituer une **force collective de promotion et de facilitation du changement social, politique, économique, culturel et environnemental**, à la hauteur des défis de l'époque. ■

PREMIÈRE PARTIE

d'Addis-Abeba à Paris, en passant par New-York, le monde a-t-il rendu le développement durable possible ?

L'année 2015 a été une période charnière dans l'Agenda 2030 du développement durable, un moment de vérité pour les aspirations des peuples du monde entier en matière de développement durable et pour cause. Trois sommets y ont été organisés comme autant de rendez-vous cruciaux dans la définition des grandes orientations du partenariat international qui fonde la coopération et la solidarité entre les nations pour les prochaines décennies. Du 13 au 16 juillet, à Addis-Abeba (Ethiopie), s'est tenue la

conférence sur le financement du développement. Du 25 au 27 septembre, l'Assemblée générale des Nations unies devait entériner les nouveaux Objectifs de développement durable (ODD).

Et du 30 novembre au 11 décembre, la 21e Conférence des Parties (CoP 21) de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC) avait pour ambition d'adopter un accord contraignant sur la réduction durable des émissions de gaz à effet de serre.



Le président du Sénégal, M. Macky SALL, visitant le stand d'Enda lors de la CoP 21 à Paris

Un timing parfait pour ce qui devait être une trilogie somptueuse, avec un premier temps consacré au financement du développement, marquant une étape importante dans les efforts mondiaux visant à installer un développement universel et durable. Addis-Abeba ouvrirait ainsi la voie à l'adoption des ODD, lors du Sommet spécial des Nations unies sur le développement durable organisé à New York. Et le couronnement de ce processus serait la CoP 21, à Paris, avec un nouvel accord international sur le changement climatique.

Seulement, pour dessiner un tableau aussi prenant de l'Agenda 2030, il est plus que nécessaire de sortir des sentiers battus. Les ODD qui comportent pas moins de 169 cibles agencées comme la déclinaison de 17 objectifs généraux, sont sous-tendus par une vision du développement durable plus globale et plus ambitieuse que celle des OMD, et demandent en fin de compte plus de rigueur, d'engagement et d'interconnexion. Ils exigent de chaque pays qu'il mette fin à la pauvreté endémique et renforce le développement économique et social de façon durable. Toutefois, la notion de durabilité que l'on cherche vaille

que vaille à apposer au développement, ne s'applique pour l'instant qu'à la pauvreté. Autrement dit, dans ce monde d'inégalités où les riches, individus comme nations, sont de plus en plus riches, seule la pauvreté semble véritablement installée dans la durabilité. Car les pauvres, de plus en plus nombreux, sont inscrits dans les mêmes schémas d'exclusion, quelle que soit la région, au Nord comme au Sud.

La croissance économique mondiale, qui a enregistré une moyenne annuelle de 2,5 % durant ces cinq dernières années, a révélé une richesse planétaire (PIB) ayant une croissance supérieure à celle de la population mondiale, qui est en moyenne de 1,4 % par an. Les richesses mondiales ne cessent de croître, mais leur partage n'a jamais été aussi injuste depuis le début de l'ère moderne. Et même si les pauvres d'entre les pauvres, ceux qui gagnent moins d'un dollar par jour, sont moins nombreux aujourd'hui que naguère, passant de 1,2 milliard il y a trente ans à environ 850 millions en 2015 (Banque mondiale), il semble que l'objectif de faire en sorte qu'en 2030 il n'y ait plus un seul être humain dans le monde vivant avec moins de 1,25 dollar par jour soit une vraie gageure.

Éliminer la pauvreté, réduire les inégalités, en finir avec les discriminations contre les femmes, contrer le changement climatique, etc., sont autant de défis qui constituent les ODD et fondent l'agenda de la coopération internationale pour les quinze prochaines années. Les rendez-vous internationaux de l'année 2015 se devaient d'en prouver la faisabilité, mais ils en ont montré l'extrême complexité.

Le Programme d'action d'Addis-Abeba : des résultats jugés très insuffisants par les OSC

Au sortir de la conférence d'Addis-Abeba, les organisations de la société civile ont manifesté leur déception et leur perplexité vis-à-vis de la suite du processus. Au vu des maigres résultats obtenus, elles se sont posé des questions sur les deux rendez-vous internationaux suivants, de New-York et de Paris. En effet, si des avancées avaient effectivement été opérées à Addis-Abeba, une voie se serait ouverte pour travailler de manière sereine sur la mise en œuvre des ODD et sur les mesures de lutte contre le changement climatique.



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Or, ce qui n'a pas fait l'objet de décision claire à Addis-Abeba ne pouvait manquer de resurgir dans les débats à New York et Paris, ce qui augurait déjà que la pierre d'achoppement de ces deux conférences suivantes serait, une fois de plus, le financement et les moyens de mise en œuvre.

Ce qui frappe de prime abord dans le Document final de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (Programme d'action d'Addis-Abeba), c'est l'absence quasi totale de décisions dans le plan d'action qui peut se résumer ainsi : une seule décision, un recul manifeste, un report d'engagement, un oubli ennuyeux.

Une seule décision : la création d'un mécanisme de facilitation de la technologie pour appuyer la mise en œuvre des ODD : i) fondé sur une collaboration multipartite entre les États membres, la société civile, le secteur privé, les milieux scientifiques, les entités des Nations unies et d'autres acteurs ; ii) composé d'un groupe de travail inter-institutions des Nations unies sur la science, la technologie et l'innovation pour la réalisation des objectifs de développement durable. Adjacent à ce mécanisme : a) un forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation pour la réalisation des ODD ; b) une plateforme en ligne qui servira à établir une carte globale d'informations sur les initiatives,

les mécanismes et les programmes existants en matière de science, de technologie et de renforcement des capacités, tant au sein qu'en dehors du système des Nations unies, et qui sera un portail d'accès à ces informations.

Un recul manifeste : le texte a été adopté à partir du moment où le G77 (groupe des pays en développement) a reculé sur la mise en place d'un organisme fiscal intergouvernemental (ou « Tax body ») qu'il réclamait. Convaincus de la nécessité de négocier les sujets de coopération fiscale à l'échelon intergouvernemental, les membres du G77 se sont heurtés à la fermeté des pays les plus riches, qui estiment que l'OCDE offre un cadre plus adéquat pour ce type de discussions.

Un report d'engagement : les pays fournisseurs d'aide publique au développement (APD) ont repris l'engagement souscrit par nombre de pays développés d'atteindre l'objectif de 0,7 % pour le ratio APD/RNB (revenu national brut) et l'objectif de 0,15 % à 0,20 % pour ce même ratio dans le cas de l'aide aux pays les moins avancés. Mais le problème qui subsiste réside dans l'échéance de cet engagement. Pour ce qui concerne l'Union européenne (seule citée dans le texte), l'échéance est définie comme étant « dans les délais afférents au programme de développement pour l'après-2015 », c'est-à-dire finalement en 2030! Pour les autres pays n'ayant pas atteint les 0,7%, aucune spécification n'est donnée dans le texte.

Cet objectif continue donc à être reporté, comme depuis des années, de décennie en décennie.

Un oubli ennuyeux : l'additionnalité (par rapport à l'APD) des financements « climat » à laquelle le texte d'Addis-Abeba devait donner des réponses est reportée à la CoP 21. En jouant sur le « mainstreaming » analytique entre climat et développement durable, les pays développés ont éludé le débat sur le critère d'additionnalité, d'où l'importance de renforcer la vigilance, afin d'exiger que ces fonds s'ajoutent et ne se substituent pas à ceux prévus pour l'aide au développement.

Le plan d'action d'Addis-Abeba est constitué de deux parties : 1) le cadre global ; 2) les domaines d'intervention (sans compter un point 3 succinct, sur le suivi). La première partie « cadre global » est une reprise des bonnes intentions que l'on retrouve dans toutes les déclarations des Nations unies, c'est certainement un bon aperçu du monde tel que nous le souhaitons, mais sans décisions pour y arriver. Concernant les domaines d'intervention, on peut lister ceux pour lesquels « les encouragements de la communauté internationale » pourraient engendrer des actions significatives dans les pays en développement.

Les ressources publiques intérieures : i) les domaines de financement qui devraient être prioritaires sont ceux des ODD (santé,

eau, assainissement, etc.) ; ce qui engendre de nombreuses recommandations sur la fiscalité, la lutte contre la finance illicite, etc. ; ii) les banques nationales et régionales de développement sont encouragées à financer le développement durable, notamment en ce qui concerne les équipements collectifs durables, l'énergie, l'agriculture, l'industrialisation, la science, la technologie et l'innovation, ainsi que la finance équitable et le financement des microentreprises, petites et moyennes entreprises ; iii) le financement des territoires, des municipalités et collectivités locales est encouragé, à partir du constat que les décisions sur les dépenses et les investissements de développement durable sont maintenant souvent prises au niveau territorial, sans l'existence de capacités techniques et technologiques adéquates ou de moyens de financement.

Les entreprises privées et les finances internationales : outre la reprise classique de l'effet de levier de l'APD sur l'investissement direct étranger, le texte met en exergue l'importance du secteur privé pour couvrir les besoins de financement qui s'imposent aux pays en voie de développement. Cette contribution des entreprises comme réponse aux ODD doit se faire dans le respect de la transparence fiscale et d'une responsabilité sociale et environnementale (RSE) encadrée par la loi.



Une attention particulière est portée à la création des microentreprises et leur financement (avec priorité aux femmes) comme solution durable aux problèmes de développement et de création d'emplois.

La coopération internationale : il s'agit là de nombreux « encouragements » pour : i) la coopération Sud-Sud en complément du Nord-Sud ; ii) des partenariats multipartites ; iii) le respect des engagements des conventions sur l'environnement ; iv) pour la Convention sur le climat les décisions ont été reportées à la CoP21 de Paris ; v) la recherche de financements innovants.

Il est à souligner que la mise en place d'une nouvelle mesure statistique pour l'APD, le « soutien public total au développement durable », promue par l'OCDE notamment, pourrait être préférée à la mesure de l'APD. Quant aux autres domaines d'intervention pour lesquels c'est le « business as usual » qui a semblé déterminer les propositions de la communauté internationale, l'on peut citer :

- **le commerce international :** toujours présenté comme le moteur du déve-

loppement ; il suffit d'appliquer les règles de l'OMC, de finir le programme de Doha et de renforcer les intégrations régionales ;

- **la dette et la viabilité de la dette :** l'on assiste ici à l'éloge de l'initiative PPTE pour laquelle il faut éviter les « heurts » pour les pays sortants de l'éligibilité ;
- **la résolution des problèmes systémiques :** la gouvernance est restée basée sur le processus de Monterey avec l'objectif pour les pays en développement de combler leurs vides réglementaires ; le tout ponctué par une sorte d'éloge du FMI renforcé dans son rôle.

Au demeurant, rien de bien nouveau sous le soleil d'Addis-Abeba puisque même le « suivi » avait été reporté à New-York en septembre 2015, avec cette formule lapidaire : « un processus de suivi sera intégré dans le post-2015 ». Le plan d'action d'Addis-Abeba sauve les apparences dans la forme, mais dans le fond, le résultat des négociations rappelle un assemblage de bric et de broc. Ce qui est un comble pour une conférence dédiée au financement du développement durable.

New-York ou l'adoption du Programme de développement post - 2015

En septembre 2015, les gouvernements du monde entier se sont réunis à New-York, pour négocier le Programme de développement post-2015 ou Agenda 2030, et notamment la mise en œuvre des ODD. Ce qui était en jeu, c'était la teneur de la déclaration politique devant poser les jalons décisifs sur des questions importantes, telles que les moyens à allouer pour garantir la réalisation des ODD et le rôle des organisations de la société civile, dans la mesure où ce sont principalement elles qui seront chargées d'analyser les avancées significatives notées dans la mise en œuvre des ODD. Dès l'entame des discussions sur le préambule de la déclaration, des oppositions entre le Sud et le Nord se sont manifestées sur des points d'achoppement prévisibles, comme l'inscription du principe de responsabilité commune, mais différenciée, les références au climat et à une hausse maximale du réchauffement de 2°C, la présence dans le texte des droits reproductifs et sexuels, etc.

L'établissement d'un lien avec le Plan d'action d'Addis-Abeba a suscité un certain nombre de préoccupations.

Le G77 qui avait naguère manifesté sa déception par rapport aux résultats de la conférence d'Addis-Abeba, a mis l'accent sur la nécessité de faire la distinction entre le processus pour le financement du développement et le processus de l'Agenda 2030, qui le complète certes, mais ne se substitue pas à lui.

Les pays en développement ont rejeté toute idée de substituer le Plan d'action d'Addis-Abeba au chapitre sur les moyens de mise en œuvre.

Les ODD et leur mise en œuvre ont été considérés comme « indivisibles et non négociables » par le G77, qui s'est ainsi porté en faux par rapport à la proposition de l'Union européenne de permettre une révision globale des cibles. Les moyens nécessaires à la mise en œuvre des ODD ont également mis en évidence les divergences profondes entre le Sud et le Nord, dans la mesure où les pays développés ont estimé que ceux en développement mettent trop l'accent sur l'APD, et par conséquent sur l'appui financier de la part des pays riches, au détriment de vraies

propositions sur les ressources nationales, c'est-à-dire les ressources dont chaque pays est censé disposer.

La question de supprimer le dernier ODD, encourageant au partenariat mondial pour le développement durable, a également montré les divergences profondes entre pays du Nord et du Sud, ces derniers y étant farouchement opposés. Pour les OSC, la dette et la fiscalité n'ont pas été suffisamment traitées. Quant à la reconnaissance des migrations comme un élément positif au développement des pays d'origine, elle a pu recueillir un certain consensus. Les pays en développement ont également manifesté le désir que les pays à revenu intermédiaire soient davantage valorisés dans le texte qui vise l'éradication de la pauvreté, leur population comptant encore la majorité des pauvres de la planète.

La question du suivi des ODD a été considérée par le G77 comme l'un des aspects les plus importants de la négociation. De même que celle de la révision du processus de mise en œuvre des ODD, car le rapportage régulier sur l'avancement dans la réalisation des ODD fait ressortir un certain malaise au sein du G77, qui y est fortement opposé du fait du caractère volontaire du suivi au niveau national. La notion de suivi par les pairs est également récusée par les pays du G77 qui semblent cependant plus ouverts à l'idée d'un échange de bonnes

pratiques entre eux. Les pays en développement se sont donc montrés plus en phase avec l'idée d'une mise en œuvre « douce », à l'opposé de l'Union européenne et du groupe des pays arabes, par exemple, plus favorables à une périodicité des rapports de suivi. Quant à l'idée d'un soutien généralisé pour des données ventilées permettant d'analyser les progrès pour les plus vulnérables et marginalisés, elle a été unanimement saluée.

Le rôle de la société civile : la conclusion de l'accord sur le programme post-2015 pour le développement durable a marqué la fin du processus de préparation des ODD et le début d'un nouveau processus « de suivi et d'interpellation ». Pour que l'idée de garantir un processus inclusif et transformatif ne reste pas un vœu pieux, la société civile, les communautés et les populations, notamment les personnes en situation d'exclusion ou de vulnérabilité, devront désormais être au cœur des politiques de développement durable. Le Sommet spécial des Nations unies sur le développement durable de New-York est le point d'orgue d'un long processus de réflexion de plus de deux ans, au cours duquel les OSC de tous horizons et de toutes obédiences, ont été fortement associées. Il reste que cette société civile exige aussi de pouvoir interpellier les autorités politiques nationales et internationales à tout moment sur l'effectivité ou non de la réalisation des ODD.

La CoP 21 de Paris : un accord « historique » qui déçoit la société civile



La 21e conférence des parties s'est terminée sur l'adoption au forceps d'un «Accord de Paris», dans un climat d'autosatisfaction générale. Cependant, le fait que les plans d'action censés empêcher que l'augmentation des températures n'aboutisse à une catastrophe globale irréversible restent évasifs et non contraignants, montre une fois de plus l'incapacité des gouvernants à se hisser à la hauteur des enjeux. Après 12 jours de négociations, un accord de 32 pages, soit un préambule et 29 articles, est présenté comme « historique » par les parties prenantes et les médias bien-pensants en ce qu'il déterminerait le destin de l'humanité. Mais pour les OSC l'accord est décevant, sans doute inefficace et au plan scientifique, un peu tardif.

Vouloir limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à 1,5°C reste illusoire, selon de nombreuses études scientifiques. La CCNUCC elle-même, après une évaluation des plans d'action des différents pays effectuée un mois avant le début de la CoP 21, a affirmé que la mobilisation sans précédent engagée par les gouvernements n'empêcherait pas le réchauffement planétaire d'osciller entre 2,7 et 3°C, soit bien au-delà du seuil fixé par le GIEC. Le nouvel accord qui a été adopté confirme l'objectif de maintenir le seuil d'augmentation de la température en dessous de 2°C et espère même tendre vers 1,5°C avant 2100, afin de permettre la survie des Etats insulaires menacés par la montée du niveau des océans. Pour ambitieux que soit l'objectif de 1,5°C, il reste quasi irréalisable parce que non contraignant et dépourvu d'engagements chiffrés. « L'augmentation moyenne de la température mondiale est déjà de 1°C depuis 1850, ce qui signifie que nos sociétés devraient contenir le réchauffement à venir à 1°C, voire 0,5°C dans l'option la plus optimiste. Or, les projections sur cette question estimaient déjà en 2011 que le seuil de 2°C était hors de portée » (Global Carbon Project).

Les plans d'action déposés le 12 décembre 2015 par 186 pays expliquent la manière dont les pays envisagent de faire baisser leurs émissions de gaz à effet de serre. Ces contributions nationales, les fameuses INDC, verront leur première évaluation officielle faite en 2023.

Date à partir de laquelle des rendez-vous quinquennaux seront pris pour la publication de nouvelles INDC qui devraient montrer



toujours plus d'ambition et s'interdire toute forme de régression. Mais hélas, le fait que ces engagements ne soient pas contraignants et qu'il ne soit prévu aucune forme de sanction contre les Etats qui ne s'impliqueraient pas assez, laisse augurer que la hausse attendue de 2,7 à 3°C avec les plans d'action actuels pourrait même être dépassée si d'importants pollueurs (USA, Chine, Inde, Canada, etc.) ne respectent pas leurs engagements. L'accord n'entrera en vigueur qu'en 2020, mais un premier rendez-vous, en 2018, permettra aux 186 pays signataires de faire le point et d'évaluer, en fonction de l'évolution du réchauffement climatique, l'opportunité de revoir à la hausse leurs engagements.

L'aide de 100 milliards de dollars pour les pays en voie de développement entérine l'un des principes majeurs de la négociation climatique qui est d'accepter que, face au changement climatique, les pays ont une responsabilité partagée, mais différenciée, principalement en raison de leur niveau d'industrialisation. C'est précisément la raison pour laquelle l'Accord de Paris fixe une obligation aux pays industrialisés de financer l'aide aux pays pauvres sur le climat, cependant que ces pays en développement ne sont tenus de contribuer que sur une base volontaire. Il s'agit là d'une grande nouveauté qu'il faut absolument saluer.



Ainsi, d'ici à 2020, les pays du Nord sont tenus de financer à hauteur de 100 milliards de dollars annuels (en prêts à faibles taux et autres donations), les mesures d'adaptation et de réduction des gaz à effet de serre des pays du Sud. Une mesure juridiquement contraignante pourrait même venir renforcer de façon décisive les contributions des Etats, comme le précise l'accord. Le premier rendez-vous prévu dans l'accord, en 2025, permettra, on l'espère, de prendre de nouveaux engagements chiffrés pour l'aide aux pays les plus pauvres.





DEUXIÈME PARTIE

Activités du secrétariat exécutif : développement institutionnel et animation stratégique du Réseau

1) Colloque « Science et société » IRISS à Paris (janvier 2015)

Le secrétariat exécutif a coordonné la participation d'Enda TM au Colloque-forum IRISS (Interactions recherche innovations sciences et société) qui s'est tenu à Paris (France), du 07 au 09 janvier 2015, avec comme thème « **Réinventer l'alliance science-société : un impératif démocratique** » (<http://alliance-sciences-societe.fririss/>). Face aux crises écologique, sociale et démocratique qui font que les populations perdent le pouvoir sur leur propre vie, les modes de production de savoirs

(académiques ou non) sont à réinterroger pour assurer un avenir viable à la Planète. Les interactions entre science et société, en particulier les partenariats entre chercheurs et acteurs associatifs, permettent de mettre en lumière des expériences innovantes de production de savoirs utiles à la transformation positive de nos sociétés (modes de vie) et des politiques publiques. Enda TM qui travaille sur ces problématiques depuis des décennies a pu contribuer à enrichir les débats et à décentrer l'analyse des enjeux.

Enda TM a été représenté par le staff du secrétariat exécutif, accompagné de 11 organisations membres du Réseau (entités



Le ministre de l'enseignement M. Mary Teuw Niane visitant le stand d'Enda TM, Sommet de la francophonie organisé à Dakar.

d'Enda TM au Sénégal), 4 organisations décentralisées membres du Réseau (Enda Vietnam, Enda-Mali, Enda-Éthiopie et Enda-Europe) et une organisation partenaire (UNAGIEM). Un espace Enda TM, installé dans l'aire dédiée à l'exposition, a permis de rendre visibles les différentes publications des organisations membres. Le secrétaire exécutif, Moussa MBAYE, a eu l'honneur d'animer la plénière d'ouverture avant de faire partie du panel choisi pour la clôture, le 09 janvier. Les entités membres du Réseau ont pris part aux différents ateliers organisés. L'apport de la délégation d'Enda TM a été jugé déterminant.

Ce qui fut souligné par la sénatrice française Marie-Christine BLANDIN à la session de clôture : « Sans Enda, il aurait manqué quelque chose d'essentiel à cette rencontre ». Mais cela a été aussi l'occasion d'apprentissage et d'ouverture sur des nouvelles problématiques pour les membres du Réseau. À la suite des 3 jours de forum, le secrétariat exécutif a organisé une réunion de débriefing qui a permis à la délégation d'Enda TM de dresser des constats et tirer des leçons, faire des propositions en lien avec cette question et établir un agenda pour la suite. Le tout a été valorisé dans le blog créé comme convenu par le secrétariat exécutif et conçu comme « le support d'une communauté

de travail dédié aux échanges entre membres du réseau Enda TM sur la relation science-société pour la démocratisation du savoir et la transformation sociale » <http://sciencessocietes-endatm.over-blog.com>.

2) Forum Social Mondial 2015

Toutes les entités du Réseau (sauf une, Enda-Bombay) ont pu être présentes à Tunis (Tunisie) lors du FSM et ont participé aux activités du Réseau.

L'une des activités clés organisées par le secrétariat exécutif a été le séminaire sur « Universités et sociétés en Afrique », dans le sillage du Colloque-forum IRISS, avec un focus sur le contexte africain. En collaboration avec les représentants des entités, le secrétariat exécutif a organisé plusieurs activités sur :

- l'Agenda 2030 ;
- l'Économie sociale et solidaire (ESS) ;
- le changement climatique ;
- les migrations ;
- la justice transitionnelle ;
- la fonction sociale de la terre, droit

coutumier et droits collectifs de l'usage de la terre : conflits et alternatives portées par les mouvements de lutte ;

- la CoP 21 : pour un déclic citoyen ;
- genre et développement durable dans les réseaux (programme GENDDER) ;
- jeunes, entrepreneuriat et microfinance ;
- les impacts des acquisitions massives de terre sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des communautés en Afrique de l'Ouest.

Les entités parties prenantes au programme transversal GENDDER qui a procédé à son lancement, se sont retrouvées en conclave à Tunis, pendant plusieurs jours, pour mettre à niveau les points focaux et revoir ensemble la programmation des activités.

3) Animation du « Post-2015 & ODD » (Agenda 2030)

Au cours de l'année 2015, le secrétariat exécutif a apporté ses contributions au processus post-2015 (aujourd'hui Agenda 2030). Jusqu'au mois d'août en apportant des contributions à l'Open Working Group (OWG) sur les ODD et ensuite en apportant des éléments aux négociations sur les propositions devant être présentées aux Nations unies. Ces contributions se sont faites via nos différents réseaux partenaires :

- la Campagne « Beyond 2015 » à laquelle ENDA a adhéré et contribue depuis ses débuts ;
- le Stakeholder forum et la UN DPI NGO Conference ;
- le réseau international TAP (Transparency, Accountability, Participation), spécialisé sur l'ODD 16 ;

le UN SDSN Sahel « Sustainable development solutions network » (Réseau des solutions pour le développement durable –des NU).

A chaque étape, le secrétariat exécutif a assuré la diffusion de l'état des travaux et des explicatifs des mécanismes de négociations ; en particulier pour les ODD. Plusieurs entités ont contribué dans leur champ de préoccupations car il était difficile que le réseau travaille sur l'ensemble des ODD, d'où l'opportunité d'avoir rejoint des campagnes plus globales.

4) Papiers de position, déclarations, notes d'information, contributions

Le réseau Enda TM a été audible et présent en termes de positions et autres contributions relatives aux principales questions de l'heure. Quelques-unes d'entre elles méritent d'être relevées :

- 1) « *Comprendre le processus « post-2015 » et « faire des ODD une réalité »*, septembre 2015, 60 p.

Ce document démontre qu'en se basant sur les constats et sur l'expérience d'Enda TM, l'opérationnalité du post-2015, des ODD et plus généralement du développement durable passe par la recherche de compromis (ou d'un contrat social) au niveau national et international.

- 2) *Tragédies de la migration : déclaration du réseau international Enda TM, avril 2015.* Face au bilan macabre de 4 000 migrants ayant péri en Méditerranée en 2014, qui venait d'être alourdi par la disparition dans les mêmes conditions de plus de 1000 migrants, et devant le silence assourdissant des autorités de l'Union africaine face à ce drame, le Réseau s'est exprimé pour, notamment, contribuer à mettre fin à l'inertie de nos Etats et leur incapacité à prendre les mesures qui s'imposent pour arrêter cette hécatombe.
- 3) « *La société civile donne l'exemple sur les partenariats pour un développement durable* », juin 2015. En vue de la 3e conférence internationale sur le financement du développement durable, Enda a voulu noter que le projet d'accord en discussion n'est pas à la hauteur des enjeux, occultant des questions essentielles et déterminantes, tant sur les engagements pour le développement durable que sur leurs financements.
- 4) « *Sans accord ambitieux sur le climat, pas d'ODD atteints en 2030* », septembre 2015. Au moment où un large consensus accueille les ODD et l'agenda 2030 du développement durable, ENDA a tenu à rappeler à la communauté internationale les incertitudes qui planent sur l'accord « Climat » qui se préparait pour la CoP de Paris.

5) Consolidation des liens et du dialogue avec les partenaires institutionnels, pour consolider et diversifier les ressources financières

L'évaluation de la convention avec le ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) du Grand-Duché de Luxembourg a été menée à bien et s'est terminée par un atelier de restitution, tenu le 17 juin 2015, en présence de la directrice de la Coopération du Luxembourg (en même temps ambassadrice au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso et au Niger). L'équipe d'évaluation sélectionnée par le MAEE du Luxembourg a été très professionnelle, constructive et ouverte.

Les entités et les membres du staff du secrétariat exécutif ont joué leur rôle en apportant les informations et points de vue nécessaires et l'exercice a pu alimenter un **dialogue de qualité** entre parties prenantes à cette convention. La **valeur ajoutée** d'Enda TM en tant que réseau et « organisation » majeure du Sud a été reconnue, de même que sa dimension internationale et la qualité de sa présence à cette échelle.

Dans le but de « renforcer [ce] partenariat de manière plus stratégique », le Luxembourg a convenu avec le secrétariat exécutif des mesures suivantes, au sortir de la rencontre tenue à Dakar, en septembre 2015 :

1. formaliser les échanges et systématiser les contacts : organiser une réunion annuelle au niveau des directions du MAEE et du secrétariat exécutif d'Enda TM pour discuter des aspects stratégiques de notre partenariat ; et une réunion semestrielle avec l'ambassade du Luxembourg à Dakar pour faire le suivi du programme ;
2. favoriser les échanges et les synergies avec la coopération bilatérale du Luxembourg et les ONG luxembourgeoises : des contacts pourront par ailleurs être établis entre ENDA TM et le Cercle de Coopération des ONG luxembourgeoises ;
3. puiser dans l'expertise thématique d'Enda TM : dans le contexte de conférences internationales ou au Luxembourg, le

MAEE aura recours plus systématiquement au « Think Tank » que constitue Enda TM, à travers ses activités et publications de recherche-action ;

4. soutenir Enda TM dans ses efforts de durabilité financière et de consolidation du Réseau : le MAEE pourra appuyer Enda TM moyennant de l'assistance technique, lui permettant de renforcer sa pérennité financière. La valorisation du patrimoine d'ENDA tout comme le renforcement des sources de financement internes, notamment par la facturation de certains services, seraient à développer ;
5. soutenir Enda TM dans sa recherche de bailleurs de fonds externes : vu l'évaluation positive d'Enda TM, le MAEE est en mesure d'adopter un plaidoyer en sa faveur auprès d'autres bailleurs de fonds. Des échanges ont déjà eu lieu avec la Coopération suisse à Dakar et la Coopération suédoise à Addis-Abeba.

6) Partenariats majeurs pour l'élaboration de programmes transversaux

Pour renforcer ses capacités de mise en œuvre de la PSC, le réseau Enda TM a fait une soumission pour un partenariat cadre avec l'UE : le réseau international Enda TM a été **sélectionné parmi les OSC qui signeront un Accord cadre de partenariat avec l'Union européenne**, pour la période 2016-2020. Cette sélection est très importante pour la crédibilité d'Enda TM et pour les opportunités qu'elle lui ouvre ; mais elle ne donne pas droit automatiquement aux subventions. Pour cela, une seconde sélection sera opérée avec le dépôt d'un second dossier dit « demande de subvention ». Avec le renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles d'Enda TM, l'obtention d'une subvention majeure comme celle-ci consoliderait pour les entités et le Réseau la capacité d'influence au niveau national, régional et global, notamment le processus majeur de l'Agenda 2030 et donnerait définitivement au secrétariat exécutif les moyens de démontrer sa plus-value au sein du Réseau.

TROISIÈME PARTIE

Panorama des activités du réseau international Enda TM en 2015



Agriculture



Commerce & Intégration



Ressources naturelles



Energie & Climat



Genre & Autonomisation



Gouvernance



Finance solidaire



Villes durables



Santé



Jeunesse & Education



Eau & Assainissement



Leadership & Mutation

Les distinctions et reconnaissances d'Enda TM en 2015

Les distinctions et reconnaissances n'ont pas manqué en 2015, qui attestent d'un renforcement notable de la notoriété et du positionnement du Réseau.

Enda-Energie a été **primé pour son dévouement au service du développement durable à la 1^{re} édition des trophées de l'environnement (TROPHÉES VERTS)**, en décembre 2014. Le slogan retenu pour cette 1^{re} édition était : «**Vous avez fait, nous avons reconnu**». D'éminentes personnalités, hommes de media et artistes ont été aussi honorés pour leur contribution au développement social du pays.

Mariame SOW, Présidente du Conseil d'administration (CA) d'Enda TM et Coordinatrice d'Enda-Pronat, a été **élevée au grade de Chevalier de la Légion d'Honneur**, en janvier 2015, par le président de la République française pour **les efforts qu'elle fournit depuis plus de 20 ans au service de sa nation**. Cette reconnaissance fait suite à sa participation à plusieurs plaidoyers sur la préservation des ressources naturelles, la lutte contre l'accaparement des terres et la sécurisation foncière des sociétés paysannes, au Sénégal comme au niveau international. Cette distinction met en valeur le travail de toute l'équipe d'Enda-Pronat en particulier, et d'Enda TM en général. La cérémonie de remise des insignes s'est déroulée, au mois de juillet 2015, à la Résidence de France à Dakar, devant un parterre de personnalités (deux ministres de la République du Sénégal et plusieurs anciens ministres, le corps diplomatique, des personnalités du monde politique, académique, du secteur privé, de la société civile et du monde des arts, etc.) et un public très nombreux.

(...)

Lors de la célébration des 40 ans de la CEDEAO, **le Secrétaire exécutif du Réseau Enda TM**, Moussa MBAYE, a reçu une distinction «pour son action remarquable à l'approfondissement du processus de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest», à l'occasion de la célébration du 40^e anniversaire de la CEDEAO. Parmi d'autres personnalités, le Secrétaire exécutif **fait partie des lauréats «du Prix de la reconnaissance aux citoyens modèles** qui, selon la commission, représentent dignement la CEDEAO des Peuples, chacun dans son activité».

Les mentions d'Enda TM dans la Presse internationale ont été de plus en plus remarquées ; citons notamment celle du **Courrier International** n° 1291 du 30 juillet 2015 (le travail d'Enda dans les bidonvilles du Sud), l'article paru dans **The GUARDIAN** en octobre 2015 (les enfants et jeunes travailleurs africains appuyés par Enda), etc.»

Enda-Europe et Enda-Colombie ont obtenu ensemble, le prix des Droits de l'Homme de la République française 2015, pour leur travail en Colombie.

En effet, chaque année, la Commission nationale consultative des Droits de l'Homme (CNCDH) distingue, avec son Prix des Droits de l'Homme, 5 lauréats pour leur promotion des droits humains. Les thèmes de cette année étaient « les dangers d'Internet et l'environnement ». C'est pour ce dernier qu'Enda-Europe et Enda-Colombie ont été récompensés.

Le Prix des Droits de l'Homme a attiré plus d'une centaine de candidats de 46 pays différents, parmi lesquels 5 lauréats ont été retenus. La cérémonie de remise s'est déroulée vendredi 11 décembre 2015 au ministère de la Justice à Paris, où les 5 lauréats ont été accueillis pour recevoir leur prix des mains de Christine LAZERGES, présidente de la CNCDH, et de Christiane TAUBIRA, garde des Sceaux et ministre de la Justice.

Christine LAZERGES a ouvert les discours en expliquant le travail fondamental que font les associations récompensées et en insistant sur l'importance du rôle des militants dans la protection des droits humains partout dans le monde. Les qualifiant de véritables « héros », elle a enjoint aux gouvernements de les protéger et de renforcer leurs capacités.

La ministre de la Justice, **Christiane TAUBIRA**, a poursuivi par un émouvant discours, prononcé, comme elle l'a mentionné, « le cœur lourd » à la suite des attentats de novembre 2015. Se disant préoccupée par l'état actuel du monde, elle a questionné le rôle de chacun dans la perpétuation des situations d'injustices et d'inégalités qui en sont responsables. Elle a ensuite insisté sur le fait que les associations lauréates jouaient justement le rôle de vigiles, de sentinelles prévenant et dénonçant les injustices et les violations des droits humains. Expliquant que « c'est l'action quotidienne qui donne sens aux valeurs et entraîne l'espoir », elle a ainsi chaleureusement félicité tous les lauréats pour leur travail.

Enda-Europe et Enda-Colombie ont été reconnus pour leur projet de soutien aux recycleurs/ses populaires de déchets à Bogota dans leur lutte pour la dignité, l'inclusion sociale, les droits et la protection de l'environnement par le recyclage. Le projet, qui fait partie du programme multi-pays **Genre et développement durable en réseau ou GENDDER** (Colombie, Ethiopie, Sénégal, Tunisie et Vietnam), met en œuvre une approche genre et développement durable, en alliant les enjeux de l'égalité femmes/hommes et une perspective genrée à l'économie verte et solidaire. Coordiné par Enda-Europe, GENDDER prête particulièrement attention aux recycleuses qui souffrent d'une situation de double discrimination liée à leur travail et à leur sexe.

Le jury a particulièrement apprécié l'aspect **pionnier** du projet car les recycleurs et recycleuses populaires sont peu reconnus alors qu'ils font un travail indispensable pour la préservation d'un environnement sain et durable. Il a aussi salué la dimension « **action-participation** » qui permet de mettre en œuvre une collaboration entre les différents types d'acteurs, et vise une transformation de la réalité sociale. Enfin, le jury a applaudi ce travail de terrain qui **associe les bénéficiaires à l'élaboration du projet** et en fait les acteurs de la lutte pour leurs droits.

Enda-Europe et Enda-Colombie sont très fiers de leur réussite et sont d'autant plus motivés et encouragés pour continuer leurs efforts auprès de la société civile sur les thématiques des **droits humains** et de **l'environnement** pour **un développement plus inclusif et durable**.

enda-colombie

Fondé en 1983 et basé à : Bogotá (Colombie). [www.endacol.org]

Lieux d'intervention : ville de Bogotá et zones rurales jouxtant la zone métropolitaine de Bogotá.

Domaines d'intervention :

- gestion environnementale urbaine ;
- participation au développement local ;
- autonomisation et protection des femmes ;
- gestion et recyclage des déchets solides municipaux ;
- renforcement des capacités des acteurs urbains.



Plusieurs évolutions ont marqué les activités d'Enda-Colombie en 2015, notamment dans des initiatives telles que :

1. Le projet Construire la territorialité : c'est l'initiative phare d'Enda-Colombie, mise en œuvre depuis plus d'une dizaine d'années, en partenariat avec les municipalités, les services gouvernementaux, les organisations de la société civile et les communautés de base. Son objectif est de contribuer de manière significative à la construction de la durabilité, de la démocratie et de l'égalité des sexes en milieu urbain, en renforçant l'action environnementale collective des organisations sociales dans leurs territoires.

Les problèmes environnementaux et d'aménagement du territoire rencontrés dans ce contexte ont permis à Enda-Colombie de développer une nouvelle approche basée sur la responsabilisation de l'individu et son implication directe dans la recherche de solutions pour l'ensemble des problèmes environnementaux et territoriaux rencontrés dans sa ville.

La mise sur pied de groupes de travail, de comités environnementaux scolaires et de

groupes de jeunes, a permis de dégager des perspectives plus claires de gestion et d'intervention directe sur le territoire, avec en ligne de mire un processus de construction bien articulé, comme un élément clé de la mise en réseau des projets réalisés dans le cadre de cette initiative :

i) la Gestion communautaire de l'environnement scolaire (EGAC) :

Enda-Colombie a consolidé le processus d'institutionnalisation d'EGAC en élaborant une feuille de route présentée à la faculté des Lettres de l'Université nationale de Colombie à Bogotá, avec comme thèmes de travail : 1) les systèmes de distribution de l'eau ; 2) les droits environnementaux ; 3) la gestion intégrale des déchets solides ; 4) la sensibilisation de la jeunesse sur l'environnement ; 5) la gestion des terres ; 6) la reconnaissance territoriale, etc. ;

ii) le Réseau des jeunes pour l'environnement (REJA) :

ce réseau a acquis une vraie autonomie dans son fonctionnement et a inauguré de nouvelles approches de durabilité environnementale en renforçant sa position dans les processus d'action conjointe mis en

œuvre au niveau district (comme EGAC) et dans la campagne pour l'accès à l'eau potable, notamment avec le secrétariat du conseil municipal de Bogotá. REJA a enregistré la participation des étudiants réunis au sein des comités environnementaux de cinq instituts d'enseignement de la ville de Bogotá;

iii) l'Observatoire de la gestion des déchets dans les politiques publiques : en 2015, comme élément pivot au sein de cet observatoire, Enda-Colombie a renforcé son rôle dans l'animation de cet espace de dialogue politique, de débat et de réflexion de l'ensemble des acteurs urbains. Il a ainsi permis à différentes catégories d'acteurs, comme les leaders des syndicats de collecteurs et recycleurs de déchets, les représentants des organisations et services œuvrant dans ce domaine, les universitaires et les étudiants chercheurs, de discuter et d'analyser collectivement tous les sujets liés aux politiques publiques ;

iv) l'Observatoire Eau et Ville : cet observatoire agit à la fois pour la préservation de la qualité de l'eau et pour la défense des droits des citoyens dans l'accès à l'eau. En reprenant les résultats du référendum national sur l'eau comme base de sa défense de la gestion communautaire de l'eau et la protection des écosystèmes stratégiques, l'observatoire, dont la fonction est de recueillir, organiser, diffuser l'information et surveiller les politiques publiques dans ce domaine, a contribué au renforcement des initiatives de gestion de l'eau communautaire et à la création du Réseau de la communauté Aqueduc.

2. Le projet « Femmes du Monde : un réseau de protagonistes solidaires » : l'initiative a déjà obtenu un financement destiné à faciliter la participation, au niveau international, d'Enda-Colombie aux événements du Réseau des femmes. Il s'agit d'un réseau d'entrepreneurs de solidarité, dont le défi global est de réaliser la transformation des activités économiques des femmes dans les entreprises sociales et solidaires, et avec les organisations de femmes de différents pays du monde.

3. Le Projet d'accompagnement des collecteurs et recycleurs de déchets : Enda-Colombie a réalisé, en 2015, la finalisation et la diffusion de l'étude de base sur les systèmes de caractérisation des déchets et de référencement des modes de gestion actuels, impliquant 170 collecteurs et recycleurs informels de Bogotá, notamment dans des ateliers de formation sur le droit, la citoyenneté, la sécurité et la santé au travail, la comptabilité de base, le crédit alternatif, l'esprit d'entreprise, etc.





enda-dominicana

Fondé en 1982 et basé à : Santo Domingo (République dominicaine). [www.endadom.wordpress.com]

Lieux d'intervention : ville de Santo Domingo, zones rurales de la République dominicaine et de Haïti.

Domaines d'intervention :

- gestion des ressources naturelles et agroforesterie ;
- promotion de l'écotourisme ;
- protection de l'enfance et éducation de base ;
- promotion des initiatives de santé communautaire ;
- développement urbain et accès aux services de base.

1. Enda-Dominicana étend à toutes les Caraïbes sa gestion intégrée des ressources forestières

Au cours de l'année 2015, la présence du réseau Enda TM dans les Caraïbes a été consolidée, grâce notamment à l'accroissement du budget d'Enda-Dominicana qui lui a permis de maintenir ses deux statuts d'ONG nationale et de représentation régionale. Un renforcement significatif des actions communes avec les partenaires locaux a été observé, ce qui a permis d'accroître de manière notable les moyens, les matériels, les ressources investies et la couverture institutionnelle, notamment dans l'optique de collaborations formelles et informelles avec les universités, les municipalités, les entreprises privées et les communautés rurales. Comme pour les années précédentes, en 2015, la majorité des activités d'Enda-Dominicana ont été axées sur le développement du *Projet de conservation et de gestion des ressources naturelles*.

Afin de renforcer le cadre du « Corridor biologique dans les Caraïbes », les activités

naguère menées en République dominicaine ont connu un changement d'échelle, avec l'intégration de Cuba, Haïti, la Jamaïque et Porto Rico. Cette année, le projet a planté 949 371 essences d'arbres fruitiers, de bois précieux, de bois d'ébénisterie, de bambous, de cacaoyers et de bananiers, sur une surface de 790 hectares. Ce projet a bénéficié à 3 846 petits producteurs répartis dans 263 communautés vivant dans les zones d'intervention. Une autre initiative financée par le Réseau international des forêts analogiques a connu sa dernière année d'exercice. De même que le *Projet associatif communautaire Milkman*, mis en œuvre dans la communauté Jobo Claro de Cotuí, créant ainsi des structures de production modèles pour 18 familles spécialisées dans la reproduction animale assistée, l'embouche bovine et le développement d'activités de production laitière.

En outre, le *Projet d'Inventaire forestier national* a connu un renforcement notable, avec l'appui financier et technique de GIZ (Allemagne) et du ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles de la République dominicaine.





Par ailleurs, les activités de préservation de la biodiversité, par le biais de la foresterie analogique, ont permis à Enda-Dominicana de développer des activités pilotes approuvées par le Réseau international de foresterie analogique (RIFA). Avec la mise en place d'une parcelle de démonstration à l'Université catholique Nordestana (UCNE) dans la ville de San Francisco de Macorís. Cet appui a contribué au renforcement des connaissances, à l'amélioration des pratiques de gestion et à une utilisation plus optimale des terres, au profit de communautés dont les activités dépendent beaucoup de l'exploitation durable de la biodiversité. Enda-Dominicana a également enregistré des avancées dans la gouvernance territoriale, notamment par le biais du *Projet de gestion des Forêts modèles des Basses Collines* (Colinas Bajas). L'initiative implique 44 municipalités de 10 provinces de la République dominicaine, avec la participation d'une centaine d'acteurs locaux et internationaux. D'où les progrès déjà constatés et les jalons posés vers les étapes de consolidation du travail communautaire, au niveau national et régional (Caraïbes et Amérique centrale).

2. L'appui aux communautés frontalières : une initiative commune République dominicaine-Haïti

Le travail d'Enda-Dominicana dans ce domaine a été réalisé à travers le *Projet de modification des sols dans les terres affectées à la culture du café et d'amélioration de la qualité de vie dans les communautés frontalières*. Ce projet d'échelle vise à aider ces communautés à restaurer les terres dégradées et à réussir le

reboisement des écosystèmes fragiles des zones de montagne. Le contexte de cette initiative est celui du changement de méthodes et de techniques dans l'utilisation des terres, pour migrer d'une agriculture itinérante vers une agriculture stabilisée et pérenne. C'est ce qui doit permettre d'enregistrer des plus-values significatives, telles que : l'amélioration du revenu des ménages grâce à la vente de produits agricoles, et la promotion du renforcement institutionnel des regroupements de producteurs dans la gestion environnementale communautaire transfrontalière.

Ce projet est financé par l'Union européenne, dans la ligne de la composante Environnement et développement local durable (Programme binational République dominicaine – Haïti) avec la coopération et le cofinancement de l'ONG Agro Action Allemagne. Depuis le lancement de cette importante initiative, les activités mises en œuvre ont permis d'obtenir les résultats suivants: 1) l'aménagement de parcelles de 1,25 ha au profit de 84 fermes installées sur 105 hectares pour la culture de café ; 2) l'aménagement de parcelles de 1,25 ha au profit de 54 fermes installées sur 67,5 hectares affectées à la gestion durable des forêts ; 3) l'aménagement de parcelles de démonstration pour former les agriculteurs dans la gestion durable des forêts au profit de 7 fermes installées à des fins de démonstration ; 4) la création de pépinières familiales pour la formation des membres de chaque famille travaillant dans les plantations ; 5) la production, la distribution et la plantation de 10 000 plants d'avocats, de 54 000 souches de bananiers, de 2 500 citronniers et de 10 000 plantes aromatiques.

enda-ethiopie

Fondé en 1995 et basé à : Addis-Abéba (Ethiopie). [www.iwpar.org/enda-ethiopia.html]

Lieux d'intervention : grande agglomération d'Addis-Abéba et zones rurales d'Ethiopie.

Domaines d'intervention :

- développement de l'agriculture urbaine
- lutte contre le VIH/Sida et création d'AGR
- gestion des déchets urbains et assainissement
- développement urbain et accès aux services de base
- inclusion et protection sociale des récupérateurs et recycleurs
- accès aux énergies renouvelables

Dans son plan stratégique quinquennal (2015-2019), un processus étoffé par les conclusions pertinentes de l'évaluation stratégique, de l'évaluation de la capacité organisationnelle (OCA), de l'analyse des parties prenantes et de l'analyse SWOT, a permis de définir les objectifs programmatiques et organisationnels suivants :

- l'amélioration de la recherche-action communautaire pour relever les défis environnementaux urbains ;
- l'amélioration de la gestion intégrée des déchets solides ;
- l'amélioration de la résilience climatique par le biais de l'agriculture urbaine et l'écologisation ;
- l'amélioration de l'accès à l'énergie durable et renouvelable ;
- l'amélioration de l'accès aux services WASH ;
- l'amélioration de la gestion de la biodiversité ;
- le renforcement des partenariats et alliances ;
- la capacitation du personnel et un système d'organisation renforcé ;
- la diversification des sources de financement de projets alternatifs sur une base plus durable.

1. Vers la protection sociale et l'inclusion des collecteurs de déchets et des recycleurs

Ce projet a été mis en œuvre à Addis-Abeba, Bogota (Colombie), Antananarivo (Madagascar) et Ho Chi Minh Ville (Vietnam), en collaboration avec d'autres entités d'Enda pendant quatre ans. Une évaluation finale en a été effectuée en 2015 et a permis de mesurer la pertinence, l'efficacité, l'impact et la durabilité du projet, en phase avec le plan initial.

Le document d'évaluation a indiqué que les bénéficiaires ont estimé que le projet a répondu à leurs attentes en ce qui concerne l'amélioration des revenus et des conditions d'accès à la protection sociale du travailleur.

Selon le rapport d'évaluation, le projet a eu des impacts positifs sur l'ensemble du processus de collecte des déchets, grâce aux changements constatés dans les revenus des travailleurs et au développement d'une attitude positive chez les parties prenantes clés, y compris les dirigeants des agences de coordination, leur personnel et l'ensemble du public. Les collecteurs de déchets informels et les recycleurs d'Addis-Abeba, tant individuellement que collectivement, ont développé le sens de la confiance en soi et une attitude positive vis-à-vis de la collecte des déchets.



Enda Ethiopia a obtenu des certificats de reconnaissance et s'est vu décerner des trophées par l'administration municipale d'Addis-Abeba, et par les 10 sous-municipalités et districts ciblés par le projet, pour la réussite de l'initiative et sa contribution à l'amélioration de la gestion des déchets solides dans la capitale éthiopienne.

2. Approche intégrée pour répondre aux besoins énergétiques des ménages en milieu rural

Enda-Ethiopia développe un important *Projet d'énergie renouvelable pour l'accès à l'énergie appropriée renouvelable (RE) et aux technologies d'efficacité énergétique (EET) dans les districts ruraux de Boset et Fedis*. Lancée en 2011, l'initiative a poursuivi sa mise en œuvre en 2015 où l'on a constaté que la plupart des activités de renforcement des capacités ont été achevées, de même que l'intensification de la production et de la diffusion de poêles économes en carburant (FSS), ainsi que la construction de biogaz. La mise en place des centres de développement de technologies d'énergies renouvelables a été pratiquement achevée, ce qui a permis d'offrir, dans les lieux d'apprentissage, des services de stockage, de production et de diffusion de techniques appropriées.

Le projet a approvisionné 350 installations des systèmes solaires domestiques en milieu rural où le recours aux systèmes photovoltaïques progresse rapidement et constamment. Etablir une relation partenariale entre les centres de technologie d'énergies renouvelables (RETCs), les entreprises privées prestataires de services et les institutions de microfinance (IMF) a été une autre activité importante d'Enda-Ethiopia, qui s'est soldée par un franc succès. A cet effet, des accords ont été signés entre Enda et l'institution de microfinance Oromia Credit & Saving Share Company (OCSSCO). OCSSCO a ainsi entamé la collecte des fonds auprès des ménages qui sont en mesure de payer en espèces et a fourni un crédit adapté pour les ménages incapables de payer en espèces, mais prêts à respecter un paiement échelonné sur 12 versements mensuels.



enda-europe

Fondé en 1977 et basé à : Paris (France). [<http://www.enda-europe.org>]

Lieux d'intervention : France, Madagascar, Sénégal, Mali, Guinée, Colombie, Ethiopie, Vietnam.

Domaines d'intervention :

- appui technique aux entités d'Enda
- montage de projets et recherche de financements
- animation de réseaux sur le développement durable
- promotion de villes durables et inclusives
- promotion du droit à la mobilité des personnes
- participation citoyenne des migrants
- équité de genre et autonomisation des femmes

Pour Enda-Europe, l'année 2015 a été marquée par un cycle nouveau du développement international avec la prise en compte pleine et entière des enjeux liés à l'environnement et l'établissement des nouveaux objectifs du développement durable (ODD). C'est donc dans ce cadre qu'Enda-Europe continue de développer ses actions et missions, et a su porter son action durant les temps forts de la CoP 21, du 30 novembre au 11 décembre 2015. En tant que membre de la Plateforme « Genre et développement », Enda-Europe a co-organisé plusieurs événements au cœur de l'espace Générations climat pour sensibiliser les négociateurs et le public sur les questions du genre et de l'égalité femmes/hommes dans la lutte contre le dérèglement climatique. Enda-Europe a animé, avec 5 autres ONG, la Plateforme « Genre et développement », une

instance française de concertation entre les acteurs et actrices de la solidarité internationale (ONG, collectivités, recherche, institutions) et le ministère français des Affaires étrangères et du Développement international. Au cœur de cette plateforme, un groupe de travail « Genre et climat » a été créé, co-animé par Enda-Europe et Care France. Autant d'efforts pour qu'une perspective du genre soit incluse dans l'Accord de la CoP 21. Par ailleurs, trois axes caractérisent l'action d'Enda-Europe : 1) la promotion de villes durables et inclusives ; 2) les migrations et la diversité ; 3) l'égalité de genre.

Axe 1 : la promotion de villes durables et inclusives

Projet Hôtel-Ecole à Madagascar : Enda-Europe appuie depuis janvier 2013 Enda-Madagascar, en partenariat avec la Commission européenne et l'Agence française



de développement, la mise en œuvre du projet « Hôtel-Ecole » à Antananarivo (Madagascar). Ce projet vise à assurer durablement la formation, l'insertion sociale et l'accès à l'emploi de jeunes en situation de marginalisation au sein d'un « hôtel-école », entreprise sociale innovante. Concernant la sélection, la formation et l'insertion des jeunes vulnérables, la 3e année a permis de confirmer la pertinence du dispositif mis en place. Les résultats de mise à niveau se sont améliorés, tant quantitativement que qualitativement : taux de réussite aux examens d'entrée de 36 % (36/99) contre 14 % en 2014. Les résultats obtenus à l'examen final sont restés très bons : 83 % de réussite. Les résultats d'insertion restent très encourageants : en octobre 2015, soit 1 mois après la fin de la formation, 58 % des diplômés étaient déjà en poste (11 sur 19).

Projet « ressourceries urbaines » au Sénégal et en Guinée : en 2015, le programme « ressourceries urbaines : approches intégrées, sociales et concertées de l'assainissement liquide et solide à Pikine (Sénégal) et à Kindia (Guinée) », mis en œuvre en partenariat avec Enda-Rup, Enda-Graf, EVE, CF2M, Coopération Atlantique-Guinée 44 et la Fondation France Libertés, sur financement de l'AFD (FISONG), est entré dans sa troisième année.

Le projet expérimente des approches décentralisées et souples d'assainissement

solide (gestion des déchets) et liquide (assainissement semi-collectif, gestion des eaux pluviales) en Afrique de l'Ouest. Il cible les quartiers précaires, se plaçant dans une optique de valorisation des capacités des acteurs populaires pour mettre en œuvre des solutions d'assainissement à fort impact environnemental.

Projet Autonomisation des maraîchères via la création de circuits courts de commercialisation de légumes sains à Dakar (Sénégal): Enda-Europe mène depuis octobre 2013, en partenariat avec Enda-Pronat, un projet soutenu par la Fondation Chanel et la CFSI, qui vise à développer un circuit court de distribution de produits sains dans la ville de Dakar au Sénégal. En 2015, un premier volet du projet est arrivé à sa fin, dépassant les résultats prévus puisque la coopérative de distribution de produits sains Sell Selal gère en moyenne 1 250 tonnes par semaine, et a atteint l'autonomie en dégagant un chiffre d'affaires de 64 000 € en 2015, permettant de pérenniser les 5 postes directement portés par la coopérative (vente et transport), et de rémunérer à un montant fixe et supérieur aux prix du marché 5 collectrices et 97 exploitations familiales.

Axe 2 : les migrations et la diversité

Le projet Di&Di : ce projet européen coordonné par Enda-Europe, initié en 2013, a été poursuivi et terminé en 2015. Di&Di - Lutter contre les discriminations et promouvoir la diversité sur le marché du travail - est une action financée par la Commission européenne (Programme Transfer of Innovation / Leonardo Da Vinci).

Axe 3 : l'égalité de genre

Lancement du programme « Genre et Développement Durable en Réseau » (GENDDER) : l'année 2015 a marqué un nouvel élan pour l'axe « égalité de genre » d'Enda-Europe, à travers le démarrage du programme GENDDER – Genre et Développement Durable en Réseau – cofinancé à 60 % par l'AFD. Ce programme multi-pays (Colombie, Ethiopie, Sénégal, Tunisie, Vietnam) constitue une expérimentation sociale innovante d'une approche genre et développement durable, qui cherche à lier les multiples enjeux de l'égalité femmes/hommes et une perspective genrée à l'économie verte et solidaire.



enda inter-arabe

Fondé en 1990 et basé à : Tunis (Tunisie). [<http://www.endarabe.org.tn>]

Lieux d'intervention : ville de Tunis et 77 agences sur tout le territoire de la Tunisie .

Domaines d'intervention :

- microfinance socialement responsable
- appui à la création de microentreprises
- inclusion financière des ménages marginalisés
- autonomisation financière des femmes et des jeunes

En 2015, Enda Inter-arabe a enregistré des résultats remarquables dans le domaine de la microfinance en Tunisie, avec plus de 271 000 personnes ayant un prêt en cours fin 2015 et un encours de crédit de près de 300 millions de dinars tunisiens, soit environ 15 millions de dollars US. C'est la raison pour laquelle Planet Rating, une agence de notation, référence dans le domaine de la microfinance, a accordé à Enda Inter-arabe la note de « A- tendance positive » pour ses performances financières, en utilisant le système de notation GIRAFE, et « 5- » sur un total de 5 pour ses performances sociales. Parmi les institutions de microfinance notées par Planet Rating, Enda Inter-arabe est placé deuxième dans le monde de par ses performances sociales. Depuis qu'il a commencé ses activités de microfinance en 1995, Enda Inter-arabe a octroyé plus de 2 millions de prêts à 550 000 micro-entrepreneurs, pour une valeur cumulative totale de 1,94 milliard de dinars tunisiens (soit 834,4 millions d'euros).

L'année 2015 est aussi celle où Enda Inter-arabe a obtenu, pour la protection des clients, sa certification de la part de la Smart Campaign, un label de confiance indépendant et objectif qui vise à veiller au traitement équitable et respectueux des clients des institutions de microfinance. Enda est la première institution de microfinance de la région MENA (Middle East and North Africa) à obtenir cette certification. A ce jour, seulement 36 institutions de microfinance ont été certifiées par la Smart Campaign. Par cette certification, les efforts d'Enda et son engagement de toujours servir ses clients au mieux de leurs intérêts et dans le respect des principes développés par la Smart Campaign sont aujourd'hui reconnus.

Le 31 décembre 2015, l'agrément a été donné par le ministère des Finances à la société anonyme de microfinance, *ENDA-TAMWEEL*, avec effet immédiat.

Enda-Interarabe se scinde donc en deux, laissant à la société anonyme la gestion du plus gros de ses activités, c'est-à-dire la microfinance. L'ONG, Enda Inter-arabe, actionnaire majoritaire d'Enda-Tamweel, renforcera et étendra son travail d'appui non financier aux clients de la société anonyme. Afin de réussir cette transition, des dispositifs ont été mis en place pour être en conformité avec le nouveau statut de société anonyme, notamment la restructuration interne des activités de l'institution.

Success Story : Saloua CHAABANI, 28 ans, Kasserine, Saloua ou l'amour de la terre.

Jeune Kasserinoise de 28 ans, Saloua CHAABANI fait partie de cette jeunesse qui voue un amour inconditionnel à sa ville et à la terre de ses ancêtres. Originaire de cette région du centre-ouest de la Tunisie, qui a souvent été le théâtre de soulèvements et de luttes populaires, elle ne se laisse pourtant pas abattre par le désespoir ambiant. Pauvreté, chômage et frustration des jeunes sont certes une réalité de cette ville, mais elle a préféré y faire face en se rattachant à l'amour de la terre. Seule fille de la fratrie à avoir hérité de son père cette passion, elle y puise toute sa force et son espoir. Ayant commencé avec de petits projets divers entre le commerce et le service, elle n'est dans son élément que du haut de son tracteur duquel elle voit le monde en grand. Le regard pétillant et un large sourire aux lèvres, la jeune agricultrice aime à se définir comme une femme rurale puisant sa force et sa générosité du travail de la terre. Elle met tout son cœur à cultiver sa plantation de légumes et de céréales au gré des saisons et ne ménage ni son énergie ni sa détermination pour agrandir son projet.

Elle a ainsi commencé à emprunter de petits crédits auprès d'Enda pour acheter les semences à planter. Elle est maintenant en phase de rembourser son troisième crédit de 2 000 DT (US\$ 1 000) et d'en contracter un autre d'un montant supérieur.

Elle aspire à acheter du matériel agricole et à recruter des jeunes pour augmenter sa récolte et faire face à la demande. Pour elle, Enda a été un appui financier mais surtout un soutien moral. Elle a pu y suivre quelques formations qui lui ont été d'une grande aide pour gérer ses finances et mieux tenir les rênes de son projet.

Elle se retourne vers l'institution pour obtenir les moyens de ses rêves et pour l'accompagner sur le chemin de l'accomplissement. A la question: « Si on vous donnait l'opportunité de faire ce que vous voulez où vous voulez, ou de rester à Kasserine, qu'est-ce que vous choisiriez ? »;

elle a répondu sans l'ombre d'une hésitation: « Rien ne me ferait quitter ma terre natale dont l'amour coule dans mes veines. Quitter Kasserine serait comme sortir un poisson de l'eau, je ne vois pas ce que j'irais chercher ailleurs que je ne pourrais construire ici. » Cette jeune femme discrète, fière et déterminée, croit dur comme fer que la terre et la femme sont étroitement liées et estime que l'autonomisation des femmes ne peut aboutir qu'avec un travail sur les mentalités. Elle brave tous les clichés cantonnant la femme à la coiffure ou la couture et rêverait de transmettre un jour sa passion de la terre à la fille qu'elle n'a pas encore.



enda madagascar (ex Enda-océan Indien)

Fondé en 1996 et basé à : Antananarivo (Madagascar). [<http://www.iwpar.org/enda-ocean-indien.html>]

Lieux d'intervention : villes d'Antananarivo et de Mahajanga, et zones rurales aux alentours d'Antananarivo.

Domaines d'intervention :

- insertion des jeunes en situation difficile
- formation des acteurs sociaux
- promotion de l'habitat social
- assainissement des quartiers défavorisés
- lutte contre la violence conjugale

Enda-Madagascar joue un rôle clé dans l'animation de la réflexion sur les villes durables, du fait de son rôle d'accompagnement de la population vulnérable, reconnu notamment dans la relance du débat thématique sur l'urbain et pendant le second forum urbain national. Au sein des équipes d'Enda, quatre principaux faits marquants ont jalonné la vie de l'organisation en 2015 : (i) l'arrivée du nouveau directeur exécutif, Olivier RALAIHARIVONISON, (ii) trois évaluations de projets (Contrats Agence française de développement, Secours catholique Caritas France, et Iwpar), (iii) le début de la mise en œuvre du projet d'éducation citoyenne, avec l'appui de Développement et Paix, (iv) la migration vers le statut d'Enda-Madagascar, association de droit malagasy.

Programme d'Education Alternative : Focus sur l'éducation citoyenne.

Au-delà de la poursuite des activités habituelles d'accueil, d'accompagnement et d'insertion

des jeunes de la rue, le *Programme d'éducation alternative* (PEA) s'est focalisé sur la thématique de l'éducation citoyenne. L'introduction de cette thématique a élargi la sphère d'intervention et cherché à avoir plus d'influence sur le cadre de développement du jeune : la famille et les parents. Agir au niveau des parents pour faire accroître la prise de responsabilité dans l'éducation de l'enfant, partager les bonnes pratiques et développer l'appartenance à une communauté éducative figurent à la base des actions menées tout au long de l'année. L'année 2015 a été marquée par le développement du partenariat avec Secours Catholique Caritas France, Développement et Paix, Fondation Auteuil, Office de l'Education de Masse et du Civisme.

Action Contre la Violence Conjugale : Nouveau centre d'accueil provisoire des femmes victimes. Le rôle joué par Enda, dans cette thématique, a connu une évolution sans précédent. Il s'agit de passer du stade de l'accompagnement direct des femmes victimes





vers l'animation, puis l'autonomisation d'un réseau institutionnel regroupant des acteurs clés : sécurité publique, santé, justice, éducation, société civile. Appuyé par l'Union européenne dans le cadre du projet *Instrument européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme* (IEDDH), cette initiative montre des signes concrets d'institutionnalisation des compétences à une échelle supra.

Habitat social : Vers une conception plus large de l'habitat.

L'année 2015 constitue une plaque tournante dans la vie du *Projet Habitat*. La fin du financement structurant de l'UE et de l'AFD, conjuguée avec la volonté partagée entre Enda et la Fondation Abbé Pierre de faire évoluer son intervention, aboutit au dépôt d'un nouveau projet au guichet NIONG de l'AFD. Il s'agit désormais de penser le logement dans son habitat. Intégrant sans distinction les familles vulnérables, le projet impactera le cadre de vie, la maison, les ressources, et la notion même de propriété. Dans sa nouvelle forme, l'approche prévoit des activités d'accompagnement des familles dans la réhabilitation, la construction, la pratique

de l'agriculture urbaine et la régularisation collective des papiers fonciers. Il comporte également la dimension plaidoyer pour une meilleure prise en compte du foncier urbain et des situations de mal-logement dans les politiques de développement de la ville. Le processus entamé dans la conception de ce projet a abouti à l'établissement d'un partenariat multiacteurs tant au niveau des acteurs clés du secteur habitat qu'à celui des acteurs porteurs de voix de la société civile.

Assainissement : Emergence du pôle thématique regroupant le solide et le liquide.

Enda a opéré un changement en faveur du regroupement de deux composantes (solide et liquide) du secteur assainissement. Le pôle assainissement présente une approche intégrée de l'assainissement urbain. L'expérience accumulée par l'équipe du projet, et enrichie par les nouveaux apports de la mise en œuvre de trois projets (WSUP/WATERAID, RUELLE, ASSMA), permet de développer une offre complète en assainissement. Enda a la capacité d'agir sur une partie prépondérante de la chaîne, en associant les dimensions liées à l'accompagnement des structures communautaires, au renforcement des travailleurs de déchets et à la vulgarisation des modèles techniques accessibles à différents types de ménages. La fonction de supervision assumée par Enda dans le *Projet Ruelle*, porté par l'AFD, permet à l'équipe de voir plus grand et de s'adapter au contexte de développement multiacteurs et multiniveaux.

enda-maghreb

Fondé en 1990 et basé à : Rabat (Maroc). [<http://www.enda.org.ma>]

Lieux d'intervention : Rabat, Essaouira, Agadir, Missour, communes rurales et territoires du Rif marocain.

Domaines d'intervention :

- lutte contre la pauvreté en milieu urbain
- économie inclusive et insertion sociale
- gestion alternative et valorisation des déchets
- éducation et sensibilisation à la préservation de l'environnement
- développement rural intégré et gestion durable des ressources naturelles

Dans le cadre de sa mission visant la préservation de l'environnement, Enda-Maghreb a œuvré, depuis plusieurs années, pour la mise en place de système de gestion intégrée et durable des déchets solides municipaux à l'échelle de petites et moyennes collectivités. Concrètement, ce champ d'action se traduit par l'appui à la création et à la mise en place de dispositifs alternatifs de traitement qui, tout en apportant une réponse adaptée au problème de la mise en décharge sauvage et de la prolifération des points noirs, offrent un terrain particulièrement propice au développement des filières de recyclage des matières non organiques (papier, carton, verre, etc.) et de valorisation de la fraction organique de ces déchets. Ces dispositifs matérialisent, de façon concrète, les fondements et les principes d'une Gestion Intégrée et Durable des déchets solides adaptée au contexte marocain et basée sur une diversification des options avec une gestion qui combine la prévention, la valorisation, le recyclage et la mise en décharge contrôlée.

1. Gestion intercommunale des déchets solides municipaux des communes de Missour et Outat El Haj

Dans un esprit d'évolution des dispositifs de gestion mis en place, le présent projet constitue une expérience pilote et innovante au Maroc, d'une gestion intercommunale des déchets solides municipaux, en associant, de manière complémentaire, les communes de Missour et Outat El Haj. Concrètement, le projet se structure en deux volets :

i) la mise en place technique de la gestion intercommunale des déchets solides municipaux des communes de Missour et Outat El Haj : dans ce cadre, les réalisations du projet en 2015 ont porté sur le réaménagement et le renforcement des capacités du Centre de Co-traitement des

déchets de Missour en vue de faire face au gisement attendu;

ii) l'accompagnement et l'encadrement de la gestion intercommunale des déchets solides municipaux des communes de Missour et Outat El Haj

2. Initiatives sportives et sensibilisation pour le respect de l'environnement et le développement durable

L'objectif du projet, réalisé dans la région de Chtouka Ait Baha, Agadir, avec l'appui financier du DOI-USA, est de favoriser la mise en place d'initiatives permettant l'épanouissement des jeunes et contribuant à lutter contre le décrochage scolaire. Les initiatives ainsi promues se structurent autour d'axes stratégiques multidimensionnels : 1) utilisation du sport en tant que catalyseur, pour sensibiliser les jeunes sur l'environnement ; 2) aménagement d'aires de jeux et de loisirs au profit des élèves; 3) désignation et encadrement d'ambassadeurs/ambassadrices de l'environnement au sein des écoles ; 4) promotion de l'esprit citoyen pour sensibiliser et mobiliser les jeunes autour de questions et thématiques diverses de grand intérêt public.

3. Démarche citoyenne et participative de gestion des déchets solides municipaux:

L'objectif de ce projet est d'instaurer une démarche solidaire et participative d'atténuation des pressions écologiques et socioéconomiques liées à la gestion des déchets solides municipaux. Cela passe par: 1) l'appui à la mise en place d'une politique de gestion intégrée des déchets solides au niveau de la commune de Sidi Bibi ; 2) le développement et la mise en œuvre d'une stratégie de lutte contre la prolifération de sacs plastiques au niveau de la commune; 3) l'instauration



d'une dynamique de communication et de mobilisation sociale autour de la gestion des déchets solides au niveau local.

4. Amélioration des conditions de travail et de vie des récupérateurs ambulants à Rabat:

visant l'amélioration des conditions de travail et de vie des récupérateurs informels opérant dans la commune Agdal-Hay Riad, le projet se fixe plusieurs objectifs : 1) la formalisation de l'activité des récupérateurs; 2) la mise en place et l'équipement d'un centre pilote de récupération et de tri ; 3) le renforcement des capacités techniques, organisationnelles et managériales des membres ; 4) le développement de l'activité commerciale de la coopérative; 5) la reconnaissance de l'activité de la coopérative et la valorisation de l'image des récupérateurs ; 6) l'amélioration de l'environnement familial des récupérateurs;

7) l'assurance de la durabilité de l'expérience et de la dissémination de ses enseignements.

5. Renforcement des capacités d'intervention des acteurs locaux en matière d'adoption de pratiques de gestion équilibrée et durable des ressources en eau et de préservation et de valorisation de l'écosystème :

ce projet s'inscrit dans une logique de mise en synergie des interventions d'Enda-Maghreb au niveau de la région de Souss Massa. Ainsi et tout en s'appuyant sur la dynamique instaurée, il vise à la renforcer en mettant l'accent sur la protection de la ressource en eau, la promotion de techniques de production soucieuses de la préservation des ressources et le renforcement du travail d'éducation et de sensibilisation axé sur la gestion de l'eau au niveau des milieux associatif et scolaire.

enda-mali

Fondé en 1995 et basé à : Bamako (Mali). [<http://www.endamali.org>]

Lieux d'intervention : Bamako, Kayes, Ségou, Sikasso, Mopti, Gao, Tombouctou, Kidal.

Domaines d'intervention :

- appui aux enfants et jeunes en difficulté
- autonomisation des femmes
- défense des droits des jeunes filles
- promotion des initiatives de santé communautaire
- contribution aux efforts de paix et de cohésion sociale



Les actions d'Enda-Mali en 2015 concernent différentes zones d'intervention, notamment Kayes, Kidal, Bamako, Ségou, Sikasso, Mopti, Tombouctou et Gao. Ces interventions couvrent diverses branches d'activités, comme : la gestion des crises sécuritaires et alimentaires, la protection et la promotion des droits des enfants, la formation des adolescents, la lutte contre la pandémie du VIH-Sida et les risques liés à la maladie à virus Ebola.

1. Réduction de l'insécurité alimentaire dans 13 communes des régions de Gao, Tombouctou, Mopti, Ségou et Kayes :

ce projet fait suite à celui réalisé, en 2014, dans 30 autres communes maliennes. Il a été mis en œuvre de mars 2015 à février 2016, avec le soutien financier du gouvernement allemand et Caritas Allemagne. Son action a été déterminante pour les ménages bénéficiaires, dans le relèvement de leur économie familiale. Les activités développées ont été jugées pertinentes et adaptées, aussi bien par les communautés ciblées que par les autorités locales. Les sommes d'argent distribuées ont facilité le ravitaillement des marchés

locaux en denrées de première nécessité (riz, mil et sorgho), la préparation de la campagne agricole 2015-2016, à travers l'achat d'engrais, de semences, d'outils agricoles et la réalisation d'autres activités telles que l'élevage et l'embouche. L'accès aux services de base (santé et éducation), la disponibilité en eau pour l'abreuvement des animaux, l'accès aux infrastructures agricoles aménagées et équipées pour le maraîchage et la riziculture, ont également eu des effets notables.

La valorisation de la main-d'œuvre et des compétences locales, ainsi que la création d'emplois temporaires sont autant de retombées du projet, maintes fois saluées par les populations bénéficiaires.

2. Dialogue communautaire pour la réconciliation sociale et l'insertion des enfants soldats ou victimes de la guerre dans les régions nord du Mali, « YAAFA TO » :

l'initiative a pour but d'amener l'ensemble des communautés des régions nord du pays à une même table de dialogue et de pardon, pour une réconciliation franche et pérenne.

Le projet est mis en œuvre dans 42 communes des régions de Gao, Kidal, Tombouctou et Mopti, avec comme objectif d'assurer le retour de la paix, la stabilité et la cohésion sociale entre les différentes communautés, pour un développement durable des régions nord du Mali. En 2015, les actions conduites dans les différentes communes ont compris, entre autres : i) la mobilisation sociale et la sensibilisation, à travers les

concertations communales, les rencontres intercommunautaires, l'organisation des groupes de paroles en milieu jeunes et femmes ; ii) la prise en charge psychosociale des enfants de moins de 14 ans et la formation socioprofessionnelle de ceux de plus de 14 ans victimes de la crise ; iii) les activités de dialogue intra et intercommunautaires destinées à résoudre des situations de conflit ou à les prévenir dans les plusieurs



localités. Des communautés en conflit, sur des questions liées au foncier ou à la gestion de l'eau, ont retrouvé leur sentiment d'appartenance et amélioré le vivre ensemble, grâce aux médiations menées par les CCR (commissions communales de réconciliation). Les CCR ont également facilité la réintégration de certains réfugiés ou déplacés qui étaient soupçonnés de complicité avec les groupes armés.

3. Actions d'éducation et de protection des enfants talibés dans dix communes urbaines du Mali « FAABA TALIBE » :

Enda-Mali, en partenariat avec Caritas Allemagne, a initié FAABA TALIBE (2014-2016) pour soutenir la scolarisation et la protection des enfants talibés et des enfants de parents indigents, dans neuf communes urbaines du Mali : Kayes, Ségou, Gao, Tombouctou et cinq communes du District de Bamako (CI, CII, CIII, CIV, CV). Sa stratégie générale d'intervention est l'approche communale qui permet au programme non seulement d'être en conformité avec les priorités des communes d'intervention, mais aussi de garantir son portage par les collectivités

locales décentralisées. Grâce aux actions de sensibilisation des maîtres coraniques et des parents d'élèves (à travers les prêches et les émissions radio), de renforcement des capacités des enseignants et maîtres coraniques, de renforcement des capacités d'accueil, en l'occurrence la construction et l'équipement de salles de classe, le taux de scolarisation des enfants talibés externes âgés de 6 à 8 ans des communes d'intervention du projet a augmenté.

Au total, de début 2014 à fin 2015, vingt-cinq salles de classe ont été construites, 1 698 enfants talibés et 1 264 enfants de parents indigents ont été inscrits à l'école, dans l'ensemble des communes concernées par le projet. Cet accompagnement du processus de rattachement des écoles coraniques au système éducatif s'est traduit par un projet de texte contenant un ensemble de réformes visant à rattacher les écoles coraniques au système d'enseignement formel, conçu suite à plusieurs ateliers et missions d'études, et déposé auprès du département en charge de l'éducation nationale.

enda-siddhi-bombay

Fondé en 1992 et basé à : Bombay (Inde). [<http://endatiersmonde.org>]

Lieux d'intervention : districts de Ratnagiri et de Sindhudurg, dans l'Etat de Maharashtra en Inde.

Domaines d'intervention :

- agriculture biologique et développement rural
- appui à la création de microentreprises rurales
- recyclage des déchets et fabrication d'engrais bio
- appui aux mouvements et associations de femmes

Enda-Siddhi Bombay a consacré de nombreux efforts dans l'encadrement des producteurs ruraux des districts de Ratnagiri et Sindhudurg. En Inde, Enda fait la promotion des pratiques agroécologiques, par le biais du renforcement des fédérations paysannes actives dans l'Etat de Maharashtra, et fortement engagées dans l'agriculture biologique. Un accompagnement institutionnel et technique qui a pour principales cibles les groupements de femmes productrices, durement frappées par les effets pervers de la globalisation et des politiques du gouvernement fédéral en matière d'agriculture.

1. La création de filières d'agriculture biologique allant de la lombriculture et la fabrication d'engrais organiques, à la production de riz et de fruits tropicaux : dans le contexte indien, l'intégration forcée des agriculteurs indépendants dans les marchés émergents conduit le plus clair du temps à leur transformation en simples

ouvriers agricoles au service de grandes entreprises agricoles, ce qui ne leur offre aucune perspective de développement économique et social, ni individuellement ni pour leurs communautés. Une situation véritablement préoccupante qu'Enda-Siddhi Bombay et les fédérations d'associations de producteurs agricoles ont décidé de combattre.

Les principes moraux et les techniques culturelles de l'agroécologie, promus par Enda-Siddhi Bombay, dans le district de Ratnagiri, trouvent également leur justification dans la situation d'extrême pauvreté qui sévit dans les campagnes et qui fait que le recours aux pesticides chimiques constitue un très grand danger au plan sanitaire et environnemental, et occasionne une grande fragilité due à la dépendance économique et financière créée chez les petits producteurs. C'est pourquoi Enda-Siddhi Bombay et ses





partenaires, qui représentent plus de 12 000 producteurs-trices de fruits (mangues, noix de coco, etc.), d'épices (poivre) et de céréales (riz), et plus de 500 producteurs-trices de semences, de pépinières, de fertilisants et autres pesticides organiques, regroupés au sein d'organisations structurées, ont fini par constituer un vaste réseau comptant plusieurs équipes de recherche-action, plus d'une dizaine de centres de recherche agronomique, des agences de certification biologique, des laboratoires d'analyse et de contrôle, des services de développement agricole et six banques spécialisées dans le financement des activités agricoles.

2. La gestion forestière orientée vers la plantation et la valorisation du bois de chauffe et des essences médicinales :

dans l'Etat de Maharashtra, la gestion forestière promue par Enda-Siddhi Bombay a enregistré des avancées significatives qui se sont traduites par de nombreux efforts de protection des sols. Cette action demande, de la part des acteurs, un investissement constant et soutenu dans la reforestation, qui permet de faire une jonction avec les techniques agroécologiques, dans la mesure où les essences sont sélectionnées en fonction de leur utilité sociale. Cela se manifeste, d'une part, dans les pratiques médicinales traditionnelles de l'Ayurvedic, et d'autre part, dans l'utilisation de la biomasse à des fins énergétiques, car le bois de chauffe est le principal combustible utilisé par les ménages ruraux.

Le mode opératoire est identique à celui utilisé dans l'agriculture biologique et s'emploie à créer des filières viables, qui vont de la spécialisation de certaines catégories de producteurs dans la réalisation de pépinières, à la valorisation des ressources forestières, sans compter les nombreuses campagnes de reforestation qui peuvent mobiliser des centaines de jeunes engagés sur le mode du volontariat dans la culture de milliers de plants d'essences sélectionnées.

Par ailleurs, ce qui rend l'approche d'Enda-Siddhi Bombay particulièrement innovante, c'est que les producteurs partenaires sont de petits exploitants, travaillant sur des surfaces aux sols particulièrement pauvres, parce que rendues impropres à l'agriculture par de mauvaises pratiques culturelles et écologiques, et que ces initiatives transforment en nouvelles aires forestières. C'est ainsi que plus de 800 petits exploitants ont pu trouver en Enda-Siddhi Bombay un partenaire averti et vigilant, qui leur a donné d'intéressantes perspectives socioéconomiques par le truchement de l'agroforesterie biologique et des méthodes agrochimiques conventionnelles.

D'ailleurs, ces trois dernières années, un groupe de vingt-huit exploitants a inauguré le concept d'« éco-agro-tourisme », dans la ligne d'une nouvelle activité rémunératrice particulièrement attractive pour les touristes étrangers et les étudiants des centres urbains, qui font régulièrement des sorties pédagogiques.

enda-vietnam

Fondé en 1993 et basé à : Hô-Chi-Minh-Ville (Vietnam). [<http://www.iwpar.org/enda-vietnam.html>]

Lieux d'intervention : villes de Hanoï, Da Nang, Quy Nhon, Ho-Chi-Minh-Ville et provinces de Ha Tinh et Kon Tum.

Domaines d'intervention :

- aide à la relocalisation et action contre l'habitat précaire
- appui à la modernisation des infrastructures communautaires
- encadrement et capacitation des récupérateurs et recycleurs de déchets
- influence sur les politiques de logement en faveur des groupes vulnérables

Enda-Vietnam a poursuivi, en 2015, son action en faveur des communautés défavorisées de certaines villes vietnamiennes, en mettant l'accent sur les stratégies de développement communautaire, l'assainissement des taudis et des bidonvilles, la gestion communautaire des déchets solides municipaux, la sensibilisation environnementale, l'accès au logement pour les personnes à faibles revenus et le réseautage à l'échelle des collectivités urbaines dans les villes de Hanoï, Da Nang, Quy Nhon, Hô Chi Minh-Ville et les provinces de Ha Tinh et Kon Tum.

1. Le projet Genre et développement durable

a été mis en œuvre, avec le soutien de l'Union européenne, pour améliorer la condition des femmes travaillant dans la collecte et le recyclage des déchets. Il concerne plus de 4 000 personnes (femmes et hommes) travaillant dans le secteur des déchets où l'équité et l'égalité entre les sexes sont un défi. Enda-Vietnam a constaté que les femmes travaillant dans ce secteur représentent environ 40 % de la main-

d'œuvre, malgré le fait que ces emplois sont très à risque pour elles, sur le double plan de la santé et de la sécurité physique. La plupart d'entre elles ont un faible niveau d'éducation, souvent bien inférieur à celui des hommes. Le revenu mensuel moyen des femmes est aussi inférieur à celui des hommes, car le nombre de ménages collectés par les femmes est plus faible que celui des hommes (de 50 à 150 pour une femme, contre 100 à 200 pour un homme). A cela s'ajoutent le manque de compétences de base, les faibles moyens techniques, la limitation de l'accès au crédit, les charges ménagères et les limites dans la prise de décision, qui sont autant d'obstacles dans l'épanouissement socioéconomique de ces femmes. Les groupes cibles mobilisés comprennent les coopératives de collecteurs et recycleurs de déchets, les syndicats, les groupements féminins d'entraide et les membres de leur famille (en particulier les filles) qui travaillent dans le site du projet. Ils ont ainsi reçu le soutien d'Enda pour: i) obtenir de meilleures conditions de travail; ii) renforcer les capacités dans le





but d'avoir des revenus plus substantiels ; iii) être mieux sensibilisés sur les questions de genre ; iv) avoir un meilleur accès aux services sociaux ; v) renforcer leurs capacités d'organisation ; vi) avoir un meilleur accès aux services de protection sociale. En 2015, grâce aux campagnes d'IEC (caravanes, expositions, formations pour les bénévoles, etc.), les communautés ont mieux compris les risques et difficultés rencontrés par les femmes travaillant dans la collecte et la récupération des déchets, ce qui crée plus d'empathie et d'adhésion à leurs efforts pour de meilleures conditions de travail. Les actions spécifiques réalisées, en termes de prise en compte du genre et de l'égalité homme-femme, ont ciblé la sensibilisation des hommes travaillant dans le secteur des déchets pour les inciter à changer leur comportement et à donner plus de chances à leurs collègues femmes, afin qu'elles puissent accroître leur niveau de participation. Enda-Vietnam a initié une campagne en faveur de l'égalité homme-femme, lancée à partir de Ho Chi Minh-Ville, avec la collaboration des associations de femmes travaillant dans la collecte et la récupération des déchets. Une campagne qui, outre la communication, comprend de nombreuses activités de formation et autres moments de sensibilisation, répondant ainsi aux visées principales de l'initiative Gender and Sustainable Development Networks.

2. Le Projet pro-pauvre de gestion durable des déchets solides dans les petites et moyennes villes est entré en 2015 dans une nouvelle phase. De janvier à juillet 2015, Enda a travaillé avec deux villes

sélectionnées pour la réunion trimestrielle, afin de mettre à jour les résultats et les problèmes rencontrés durant la mise en œuvre du projet.

Un plan stratégique quinquennal pour la séparation des déchets à la source a été adopté à Kon Tum et l'implication des parties prenantes a été renforcée dans le but de garantir la réalisation des objectifs à court terme. La mobilisation et le renforcement du programme actuel, avec le concours de Quang Trung Service, ont été maintenus et effectués en temps opportun.

Sur le plan de la communication, les deux premiers mois de 2015 ont été marqués par de nombreux événements importants, comme la réunion annuelle avec les autorités gouvernementales. En avril 2015, Enda-Vietnam a travaillé avec Quang Trung Service pour organiser cette importante réunion, avec la participation de 51 personnes, y compris les communicateurs locaux et les dirigeants de paroisse, afin d'améliorer les activités de communication qui ont été sérieusement ralenties.

Ainsi, les rapports des précédentes phases ont été entièrement mis à jour et les activités de planification parachevées. Cette réunion a également été l'occasion, pour Enda-Vietnam, de rappeler aux parties prenantes du projet les principes de base de la communication, les compétences particulières qui lui sont attachées et les fondamentaux de la gestion projet nécessaires à la bonne réalisation de l'initiative.

enda-cacid

(Centre africain pour le commerce l'intégration et le développement)

Fondé en 2012 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.endacacid.org>]

Lieux d'intervention : l'ensemble des pays de la CEDEAO.

Domaines d'intervention :

- promotion du dialogue politique multiacteurs
- renforcement des capacités de la société civile africaine
- promotion du commerce intrarégional et de l'intégration africaine
- recherches, analyse et plaidoyer sur les négociations commerciales



Quatre années d'existence ont permis à Enda-Cacid de devenir un centre de recherche et d'expertise sur le commerce et l'intégration régionale incontournable dans l'espace CEDEAO et le reste du continent. Il agit sur les mécanismes de la gouvernance politique et économique au triple niveau national, régional et international, pour libérer des espaces de participation de la société civile à l'élaboration des règles et des politiques. Il appuie les gouvernements et les institutions régionales dans la mise en œuvre de politiques cohérentes et articulées aux réalités régionales, dans les domaines du commerce, de l'agriculture, de l'industrie, des finances et du développement durable.

1. Programme d'appui au commerce régional et à la libre circulation des marchandises et des personnes

Enda-Cacid a entamé, en 2015, un nouveau *Programme d'appui au commerce régional et à la libre circulation des marchandises et des personnes en Afrique de l'Ouest*. La plus innovante des initiatives de ce programme est l'installation de la première «**Maison des citoyens de la CEDEAO**»,

pour matérialiser la vision des chefs d'Etat de la CEDEAO qui est de passer de la CEDEAO des Etats à la CEDEAO des peuples. Le programme a été officiellement lancé le 1er août 2015 à Ziguinchor, au sud du Sénégal, localité où a été implantée la première Maison des citoyens de la CEDEAO de toute l'Afrique de l'Ouest.

Le lancement a été fait au terme d'une semaine dénommée «*Semaine de l'intégration régionale*», qui a réuni une soixantaine d'acteurs clés venus de tous les pays de l'Afrique de l'Ouest, représentant les gouvernements, les institutions régionales, la société civile, le secteur privé, les médias, les parlements, les élus locaux, les artistes, les chefs coutumiers et religieux, etc. En plus de ces acteurs nationaux, le commissaire en charge de l'Industrie et de la Promotion du secteur privé à la CEDEAO, le directeur des Douanes de la CEDEAO et le représentant résident de l'UEMOA au Sénégal ont aussi rehaussé ces rencontres de leur présence, ainsi que lors de l'inauguration de la MCC. Au total, 63 structures ou entités venues de 12 pays sur les 15 que compte la CEDEAO ont participé aux rencontres.



Ce programme a été l'occasion pour les jeunes de s'engager dans la construction de l'intégration avec le lancement du projet de formation des jeunes leaders sur l'intégration et le leadership :

une session de formation pour 40 étudiants et une conférence publique en intégration et leadership ont été dispensées aux élèves et étudiants de la sous-région (avec la participation de plus de 100 étudiants), suivies d'une visite à la frontière sénégalobissau-guinéenne (Mpack). Ainsi, plus de 150 participants (élèves et étudiants) de 4 nationalités (Sénégal, Guinée, Guinée-Bissau et Bénin) ont bénéficié de ce programme qui s'étendra désormais dans les villes-carrefours du Sénégal.

Ce programme a également permis de lancer plusieurs innovations majeures :

1) le centre d'information et de documentation sur l'intégration (CIDIR) qui ramène l'information à la base et relève le défi de l'accessibilité des textes communautaires; 2) les missions de médiation réussies entre usagers et agents de contrôle ; 3) les visites d'observation pour documenter les tracasseries administratives sur les corridors: Dakar-Bamako, Banjul-Bissau, etc.

2. Enda-Cacid : une compétence avérée en renforcement de capacités et de formation

Enda-Cacid, en partenariat avec l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR), avec l'appui de la Banque arabe de développement économique en Afrique (BADEA), participe depuis quelques années au renforcement

de capacités des cadres africains dans les différentes régions du continent. En effet, Enda-Cacid, pour la deuxième année consécutive, a porté une activité de formation en microcrédit. Des sessions de formation ayant pour thème « le microcrédit en Afrique », ont été menées dans trois pays africains : à Saly au Sénégal (du 20 au 31 juillet 2015), à Arusha en Tanzanie (du 17 au 28 août 2015) et à Praia au Cap-Vert (du 16 au 27 novembre 2015), ce qui en a fait d'ailleurs son originalité (sessions francophone, anglophone et lusophone).

3. La Plateforme des organisations de la société civile de l'Afrique de l'Ouest (POSCAO), un prototype de société civile en Afrique de l'Ouest

Enda-Cacid coordonne la Plateforme des organisations de la société civile de l'Afrique de l'Ouest sur l'Accord de Cotonou (POSCAO-AC). Il représente la société civile ouest africaine dans le Comité régional de négociation de l'Accord de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et l'Afrique de l'Ouest et y joue un rôle reconnu de négociateur. Egalement, Enda-Cacid anime la thématique « commerce et intégration » pour le FOSCAO et il est membre de « Center for Citizen Participation to AU (CCP-AU), Point focal « Commerce et intégration du réseau Africa Trade Network et les réseaux Cotonou Trade, Seattle2Brussels, WTO International, Our world is not for sale, etc. Enda-Cacid a un partenariat stratégique et des relations de travail proches avec le ROPPA, le REPAOC, OSCAF, etc.

enda-diapol

(Prospectives dialogues politiques)

Fondé en 1999 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.endadiapol.org>]

Lieux d'intervention : l'ensemble des pays de la CEDEAO.

Domaines d'intervention :

- lobbying, plaidoyer et dialogue politique
- études sur les stratégies d'éducation alternative
- intégration africaine et coopération transfrontalière
- recherche et perspectives sur migrations & développement

Enda-Diapol est composé de plusieurs équipes autonomes partageant une même philosophie d'action de promotion du dialogue politique, dans le but de susciter des transformations sociales et politiques en Afrique de l'Ouest. A cet effet, il s'est constitué en trois unités opérationnelles articulées autour de trois axes stratégiques :

1. Migration et développement

Sur les migrations, Enda-Diapol possède une expertise technique et politique (facilitation du dialogue politique et construction de partenariats) grâce à laquelle elle a été associée à différentes initiatives internationales, divers projets de recherche et actions de coopération interdisciplinaires. S'appuyant sur une analyse approfondie et prospective des migrations internationales, Enda-Diapol a suscité une réflexion et une action sur les questions de migration et de diaspora qui ont abouti à différentes initiatives. Enda-Diapol a développé divers projets, comme le projet MAFE (Migration Afrique Europe)

qui a produit des données quantitatives et qualitatives actualisées sur les migrations sénégalaises en Espagne, Italie et France, en partenariat avec le CSSSE (Comité de suivi du symposium des Sénégalais de l'extérieur), l'IPDSR (Institut population et santé de la reproduction, l'UCAD), l'INED (Institut national d'études démographiques de Paris) l'Université Pompeu Fabra (Barcelone, Espagne) et celle de Fieri (Italie). En outre, Enda-Diapol a coordonné un programme multiacteurs financé par le ministère français des Affaires étrangères intitulé « Diapode » (Diaspora pour le Développement) et portant sur l'implication des diasporas dans le développement local.

Enda-Diapol a également mis en œuvre un projet financé par la Coopération espagnole sur la migration des mineurs à Saint-Louis du Sénégal, ainsi que le projet CARIMA (Centres d'accompagnement pour la réinsertion et l'insertion des migrants africains) dans le cadre du Fonds CEDEAO-Espagne sur Migration et développement.



2. Gouvernance politique, citoyenneté et cohésion sociale

Les élections locales qui se sont déroulées au Sénégal, en juin 2014, ont vu la contribution de nombreuses OSC qui ont participé à ces élections à travers l'observation du scrutin, des activités de sensibilisation pour des élections démocratiques et non violentes, et aussi pour le respect de la loi sur la parité. Toutes ces actions s'inscrivaient dans la mise en œuvre du projet : « *Participation politique des jeunes et des femmes aux élections locales (2014)* », financé par Oxfam, dans treize départements du Sénégal à savoir Kédougou, Salémata, Saraya, Kolda, Médina Yoro Foula, Vélingara, Kanel, Matam, Ranérou Ferlo, Tambacounda, Bakel, Goudiry et Koumpentoum. Ce projet vise à renforcer la participation des élus jeunes et femmes dans l'orientation des politiques locales de développement dans trois communes des départements de Kédougou, Kolda et Matam. Plus spécifiquement, il s'agira d'une part, d'élaborer et d'animer un baromètre de la participation des élus jeunes et femmes, et d'autre part, de contribuer à améliorer la qualité de cette participation.

3. Coopération transfrontalière et intégration régionale

Enda-Diapol, à travers son unité opérationnelle « InterAfriques », fait partie des organisations pionnières en Afrique de l'Ouest sur les questions de coopération

transfrontalière. Sous sa conduite, plusieurs projets et programmes ont été déroulés principalement en Ségambie méridionale (Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau) durant plus d'une décennie. Cette unité a bouclé, au mois de décembre 2014, un projet de « *Renforcement des capacités locales dans le domaine de la prévention des conflits et de la construction de la paix dans les zones frontalières de Ségambie* », financé par l'Agence de développement autrichienne (ADA). Cette unité a mené plusieurs études de référence dans cette zone. Parmi celles-ci, on peut citer : « les dynamiques socioéconomiques et migratoires », et « les réglementations et pratiques transfrontalières de gestion des ressources forestières ». Il s'y ajoute un guide sur la libre circulation des personnes et des biens.

En 2015, deux nouveaux projets ont été lancés par Enda-Diapol : 1) le projet *Suivi de l'action des élus locaux jeunes et femmes dans les départements de Kédougou, Kolda et Matam* dans le cadre duquel il est question de recherche, de formation, d'accompagnement, de suivi-évaluation et d'IEC, mis en œuvre en partenariat avec OXFAM ; 2) le projet *Appui à la promotion d'une approche transfrontalière et multiacteurs de prévention des conflits et construction durable de la paix en Ségambie méridionale*, qui combine recherche et recherche-action, dialogues et concertations, information et communication, renforcement des capacités et plaidoyer, mis en œuvre en partenariat avec l'Agence autrichienne de coopération.



enda-eau populaire

Fondé en 1994 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://enda-eau.org>]

Lieux d'intervention : Régions de Dakar, Louga, Saint-Louis, Fatick, Sédhiou et Kolda au Sénégal.

Domaines d'intervention :

- adduction d'eau potable en milieu urbain et rural
- interventions dans le domaine de l'assainissement
- réalisation de réseaux et d'infrastructures hydrauliques
- santé communautaire et lutte contre les maladies liées à l'eau
- barrages hydroagricoles et barrages antisel
- adaptation au changement climatique du point de vue hydrique

Enda-Eau populaire se veut un programme de proximité destiné aux populations les plus démunies du Sénégal. Il ne se substitue pas au plan directeur des sociétés nationales de fourniture d'eau, d'assainissement et des directions nationales de l'Hydraulique, mais il vient compléter le volet destiné aux populations à faible revenu. Il apporte aux sociétés de fourniture d'eau et d'assainissement ses compétences particulières : travailler en collaboration directe avec les populations défavorisées. La résilience des populations face aux effets des changements climatiques constitue une priorité majeure pour le Sénégal.

Enda-Eau populaire a su impulser les dynamiques communautaires dans la région de Sédhiou (au sud du Sénégal), particulièrement dans le département de Goudomp, pour la mise en œuvre du projet Adaptation au changement climatique pour la sécurité alimentaire des populations rurales dans trois régions frontalières, dont la durée d'exécution est de 6 ans (2014-2019). Ce projet, financé par la Coopération allemande, à travers la Caritas allemande, est exécuté en Guinée-Bissau et au Sénégal (régions de Ziguinchor et Sédhiou). Il s'agit en effet de zones caractérisées par une situation de variabilité de la pluviométrie présentant des risques sanitaires et d'insécurité alimentaire élevés, un retour des pluies et une modification rapide de l'espace et de l'environnement. A cela s'ajoutent la vulnérabilité des populations face à une rareté des infrastructures sociales de base, une difficulté de l'accès aux services sanitaires et un état de pauvreté particulièrement dramatique surtout pour les femmes, principales forces de production des ménages.

En deux ans de mise en œuvre, Enda-Eau populaire a pu mobiliser, sensibiliser, négocier et convaincre toutes les différentes composantes de l'action. En vue d'améliorer les conditions de vie des populations, en renforçant

la sécurité alimentaire par des infrastructures de maîtrise de l'eau et des mesures d'adaptation au changement climatique, et en préservant durablement le capital productif, écologique et la sécurité sanitaire. En outre, le projet a pu unir la communauté autour d'un même but, transformer sa situation avec ses propres moyens, adapter au changement climatique, promouvoir la lutte contre la pauvreté et pour la sécurité sanitaire, la sécurité alimentaire et la pérennité de l'environnement.

En effet, la situation pluviométrique comparée des deux premières années de mise en œuvre du projet (2015 par rapport à 2014) montre un excédent en hauteur de +200,4 mm et +7 en nombre de jours. Ceci, malgré un grand retard des pluies qui ont débuté au mois de juin 2015, contrairement à l'an 2014 où elles arrivaient en mai. L'analyse de cette situation pluviométrique des années 2013-2014-2015, dans la zone de Sédhiou, montre une tendance d'augmentation de la pluviométrie annuelle et une incrémentation de cette pluviométrie dans le futur proche (d'ici à l'horizon 2025), en dépit d'une incertitude sur la quantité des pluies, et d'une tendance à l'augmentation de l'évapotranspiration pendant la période hivernale. Une augmentation des jours humides consécutifs dans la région et une diminution des jours secs, une augmentation et distribution des phénomènes intenses de pluies vers le mois d'août, une confirmation du déplacement de la fin de saison des pluies vers le mois de novembre (comme durant l'année écoulée).

Les résultats du projet sont déjà visibles pour les deux premières années de mise en œuvre (2014-2015), notamment au plan de la sécurité alimentaire des populations. En effet, 86,815 tonnes de riz ont été récoltées dans la vallée, grâce à l'aménagement de 319 m de digues, de 624,80 m de diguettes de retenue d'eau, la construction de 2 ouvrages évacuateurs, la réhabilitation par des mesures

anti-érosion de 67.62 ha de surfaces dégradées ou menacées. Avec un encadrement des populations pour la mise en œuvre des activités : 1) un total de 195 relais villageois ont été formés en arboriculture et mesures anti-érosion, et deviennent ainsi des démultiplicateurs de

connaissances en gestion d'infrastructures hydrauliques au sein des villages ; 2) 92 élus locaux ont été formés et ont pu valider les plans d'aménagement et d'occupation des sols (PAOS).



Variétés	Superficies embavées (m2)	Rendements obtenus	Production obtenue (kg)
Fkr 10	112 934	2,5 à 4 tonnes/ha	28 413,7
BG 90	1 113	5 tonnes/ha	556,5
Nérica 4	27 960	2,5 à 3 tonnes/ha	6 990
Locale	201 647	2 à 2,5 tonnes/ha	50 855,65
TOTAL	343 654		86 815,85



enda-ecopole

Fondé en 1996 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://endatiersmonde.org/ecopole>]

Lieux d'intervention : Régions de Dakar, Diourbel, Louga et Saint-Louis au Sénégal.

Domaines d'intervention :

- éducation alternative à la citoyenneté
- appui au développement local participatif
- plaidoyer et dialogue politique
- développement de la santé communautaire

En 2015, dans le sillage de son engagement pour un développement communautaire plus participatif et durable, Enda-Ecopole s'est investi, d'une part, dans la dynamique de consolidation et de renforcement des efforts engagés par le biais de certains de ses projets/programmes, conformément à ses engagements contractuels et, d'autre part, dans le renforcement de ses missions au sein des réseaux et coalitions, afin d'influencer la définition et la mise en œuvre des politiques publiques. Les actions entreprises ont été articulées principalement autour de deux axes importants :

1. le renforcement des moyens et dispositifs d'information et de communication des communautés pour des comportements plus favorables face aux défis liés au changement climatique et à la dégradation de l'environnement : la situation de précarité dans les zones où vivent les populations démunies expose celles-ci à des conditions critiques très souvent préjudiciables à leur santé. Cependant, beaucoup parmi les cas d'affection peuvent être évités grâce à un comportement responsable. Dans l'esprit de contribuer à la pré-élimination du paludisme, et engager une rude bataille contre la tuberculose et les infections sexuellement transmissibles, notamment le VIH/Sida, un partenariat a été établi entre Enda-Ecopole et IntraHealth pour la mise en œuvre d'un important programme d'IEC/CC. Ce programme bénéficie d'un appui financier du Fonds mondial qui entend soutenir la marche des pays vers le progrès et le développement.

Afin d'assurer le bon déroulement des activités à travers les différentes zones du Sénégal, des conventions cadres ont été signées avec 52 organisations communautaires de base, afin de les accompagner dans leur dynamique d'intervention et de mobilisation.

Un système de communication sociale adossé aux valeurs culturelles des milieux a été mis en branle et a permis une exécution diligente et efficace. Les activités mises en œuvre ont été jalonnées de sessions de formation/renforcement des capacités pour le compte des relais et des leaders communautaires. Pour ce faire, il a fallu soutenir durablement les dynamiques des communautés locales pour plus d'autonomisation dans leurs initiatives de développement économique, social et sanitaire;

2. le développement des expériences d'apprentissage, d'éducation et de formation pratique pour les jeunes et les femmes : ce volet qui est une dimension et un constituant important des Initiatives populaires d'éducation et de formation (IPF), occupe une part représentative dans les activités d'accompagnement auxquelles Enda-Ecopole accorde un intérêt de premier ordre. En 2015, ce travail en direction des populations a gravité essentiellement autour de :

- la sensibilisation pour le maintien de la fréquentation et des effectifs scolaires, ainsi que la préparation des élèves aux examens de fin d'études; les communautés, de plus en plus convaincues de l'importance de ces questions, ont participé aux différents efforts destinés à appuyer les élèves les plus démunis et à couvrir certains frais de fonctionnement. L'accompagnement des élèves dans le processus d'acquisition de l'état civil a été un aspect important du travail fourni. En effet, les déclarations de naissance des apprenants des ECB, enclenchées depuis 2012, ont fait l'objet d'un suivi systématique en 2015 ;
- la diversification et le renforcement des projets productifs dans la perspective d'accroître les compétences techniques

des apprenants et de leur ouvrir des créneaux d'insertion socioéconomiques; la promotion des projets et entreprises productifs, et des stratégies d'insertion des formés : en 2015, dans la lancée des actions entreprises durant les années précédentes, Enda-Ecopole a poursuivi son travail pour la promotion de l'économie populaire, sociale et solidaire consistant en un appui et un accompagnement au profit des acteurs populaires. Selon les centres d'intérêt, cette action se traduit sous forme de renforcement de dispositif organisationnel et/ou d'apport en matériel/intrants attendus des jeunes et

des acteurs locaux, à travers les centres d'incubation ou les pôles de production. Le centre d'autopromotion filles du quartier Khadimou Rassoul, largement contributeur dans l'offre d'opportunités pour les jeunes de la localité, a été réaménagé. Il est désormais doté d'un dispositif opératoire innovant qui a créé une passerelle avec les ateliers de créativité populaire et de recyclage de Tekki-Art. Grâce aux efforts solidaires des formateurs, le centre est en passe de revêtir une nouvelle dimension de pôle de production et de promotion de métiers de l'art et de la culture.



enda-ecopop

(Espace de Coproduction des Offres POPulaires pour l'environnement et le développement en Afrique)

Fondé en 1991 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://endaecopop.org/>]

Lieux d'intervention : Afrique

Domaines d'intervention :

- Gouvernance locale participative pour le développement
- Droits humains, cadre de vie et services sociaux de base
- Développement économique des territoires

Enda-Ecopop a poursuivi, en 2015, sa mission pour l'environnement et le développement à travers deux aspects fondamentaux : une action de représentation du réseau Enda TM et de plaidoyer lors de grandes rencontres internationales ; 2) une mise en œuvre de projets de développement communautaire grâce à des collaborations avec des institutions partenaires.

1. Action de représentation du Réseau et de plaidoyer international : Enda-Ecopop a conduit une mission en deux temps : une présence à Johannesburg où s'est tenue, du 29 novembre au 03 décembre 2015, la 7^e édition du Sommet des villes d'Afrique (AFRICITES) ; et une participation, à Paris, à la CoP 21 (du 03 au 10 décembre 2015).

AFRICITES est une rencontre africaine et internationale organisée par CGLU (Cités et gouvernements locaux unis) autour du thème : « construire le futur de l'Afrique avec ses populations : la contribution des autorités territoriales d'Afrique à la prospective 2063 de l'Union africaine ». Différentes thématiques ont été introduites au cours de ce sommet et Enda-Ecopop y a organisé la session « Budgétisation participative, inclusion sociale et droit à la ville », qui s'est déroulée le mardi 1^{er} décembre (09 h – 12 h) dans la salle Ballroom 4 de Sandton Centre.

La Réunion régionale de la Plateforme globale pour le droit à la ville, "Global Platform for right to Cities" (GPR2C), s'est tenue le 28 novembre 2015 à Wits University-Johannesburg, en marge de la 7^e édition d'AFRICITES 7. Elle a regroupé 75 participants venant de 20 pays, représentant des mouvements sociaux, les organisations non gouvernementales, des réseaux et forums, des établissements universitaires, le secteur public, des fondations et des organisations internationales.

Cette rencontre régionale a permis de présenter la Plateforme mondiale pour le droit à la ville et de partager ses principes, buts et actions. Enda-Ecopop a été choisi dans le comité de pilotage pour la région Afrique et a partagé le projet de « Charte de la participation citoyenne et du droit à la cité » en cours d'élaboration au Sénégal.

La CoP 21 à Paris (France), du 03 au 10 décembre 2015 : en marge des activités du sommet de la CoP 21, Enda-Ecopop a pris part à deux temps forts :

- 1) **la conférence-débat de la plateforme globale pour le droit à la ville :** cette activité a été organisée, le 05 décembre 2015, dans la salle des fêtes de l'hôtel de ville de Montreuil, par la Commission inclusion sociale, démocratie participative et droits humains de CGLU et la plateforme globale pour le droit à la ville ;
- 2) **la conférence débat « Citoyens et autorités locales, un agenda commun pour le climat » :** cette manifestation a été organisée le 9 décembre 2015 à Espaces Générations climat – CoP 21 / CMP 11, par la Commission démocratie, cohésion sociale et enjeux mondiaux de la conférence des ONG du Conseil de Europe qui regroupe 210 ONG internationales implantées en Europe et sur d'autres continents.

2. Action de mise en œuvre de projets de développement durable :

- 1) **Accompagnement par Enda-Ecopop du Projet de gestion des eaux pluviales et d'adaptation au changement climatique (PROGEP 2013-2017) dans la banlieue de Dakar :** Enda-Ecopop accompagne la mise en œuvre du PROGEP avant, pendant et après les travaux de construction d'ouvrages de drainage (bassins, canaux, rues pavées)

des eaux pluviales vers la mer, dans les communes du secteur dit « Dalifort-Thiourour » comprenant : Dalifort Foirail, Hann Bel-Air, Djeddah-Thiaroye-Kao, Médina-Gounass, Wakhinane-Nimzatt, Yeumbeul-Nord et Yeumbeul-Sud, dans le but de promouvoir la mobilisation des acteurs communautaires et institutionnels locaux dans la réduction des risques d'inondation et l'adaptation au changement climatique.

2) **Projet de promotion de la participation citoyenne dans la planification, la budgétisation et la gestion des affaires locales au Sénégal (Projet BPS)** : lancé en octobre 2015, il s'agit d'un projet de

recherche-action d'une durée de quatre ans (2015-2018) couvrant 105 collectivités locales sur l'ensemble des 45 départements du Sénégal. Il est initié par Enda-Ecopop et le Programme national de développement local (PNDL) ; un financement complémentaire d'OSIWA, du Programme équité de genre dans la gouvernance locale (GELD) d'ONU-Femme vient faciliter la mise en œuvre du projet. Le Projet BPS permettra, entre autres, de former les décideurs et acteurs locaux : i) aux approches de prévention et éradication de la corruption dans les collectivités locales ; ii) au leadership local ; iii) aux droits humains, à la citoyenneté et à la démocratie locale.



enda-energie (Energie, environnement et développement)

Fondé en 1984 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.endaenergie.org>]

Lieux d'intervention : le Sahel, l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Domaines d'intervention :

- élargissement de l'accès aux services énergétiques durables
- formation des acteurs sur la planification énergétique et aux négociations sur le climat
- lobbying et plaidoyer pour un développement sobre en carbone et résil
- renforcement de la résilience des communautés et écosystèmes aux effets néfastes des changements climatiques et de la désertification
- développement local durable et gouvernance environnementale

En 2015, Enda-Energie a consacré ses efforts à la CoP 21 de Paris et aux enjeux du développement durable autour du diptyque « énergie-climat », à travers des actions centrées sur le citoyen, pour un vrai changement de paradigme.

1. Enda-Energie a initié le «DECLIC» (Défis climatiques et citoyenneté), un processus de mobilisation populaire pour l'engagement d'une masse critique de citoyens face aux défis des changements climatiques. Soutenu par l'ambassade de France, l'Institut de la Francophonie pour un développement durable/OIF, la région Rhône-Alpes (France), le Sommet mondial des territoires et la CEDEAO, le processus DECLIC a été porté en Afrique de l'Ouest par différents réseaux dont Enda TM, CAN, RC&D, JVE, Global Local Forum, etc. Le DECLIC est un ensemble d'espaces de co-construction de messages et de papiers de position en vue de favoriser la prise en compte des préoccupations essentielles des peuples et des pays d'Afrique dans les négociations sur le climat et d'arriver à un accord universel et contraignant à Paris à la CoP 21. Trois temps forts ont marqué la mise en œuvre du DECLIC:

- 1) **le renforcement des capacités et l'éveil des citoyens sur les enjeux du changement climatique** : il s'agit d'une étape initiale du processus DECLIC comprenant des ateliers de renforcement des capacités des acteurs leaders d'opinion à l'échelle communautaire pour leur permettre de comprendre davantage la problématique des changements climatiques. Ce processus a abouti à la sélection des champions climat en mars 2015 : 10 « champions climat » ont été sélectionnés dans 5 pays (Bénin, Mali, Nigéria, Niger et Sénégal), et ont été formés dans le domaine du plaidoyer.

- 2) **« Dakar Bouge pour le Climat »** : il s'agit d'une grande mobilisation des citoyens contre le changement climatique, organisée à Dakar en mai 2015. L'objectif de cette marche citoyenne était d'impulser une dynamique s'inscrivant dans celle lancée par la Coalition 21, dans le cadre de #1000 initiatives pour le climat, pour appeler à plus d'actions pour le climat. Environ 1 000 citoyens (jeunes, enfants, femmes, associations paysannes) ont ainsi marché pour le climat, en présence du ministre de l'Environnement et du Développement durable du Sénégal et en présence de la presse internationale.



3) **le dialogue citoyen sur la transition énergétique** : Enda-Energie, à travers le DECLIC, a lancé un processus inclusif de réflexion et de concertation sur la problématique de la transition énergétique au Sénégal. Ce cadre vise à renforcer le dialogue citoyen sur les stratégies efficaces de levée des barrières à la transition énergétique en vue d'une sécurité énergétique des territoires sénégalais. Cette initiative consiste en l'organisation d'un dialogue par diverses catégories d'acteurs (collectivités territoriales, secteur privé, ONG, jeunes, femmes, etc.), afin d'avoir la perception de chaque groupe par rapport aux énergies renouvelables, et la manière dont ces citoyens se projettent dans l'avenir, en termes de transition énergétique.

2. Enda-Energie a lancé le programme Energie solaire et chaîne de valeur agricole : ce programme de recherche-action-formation a été réalisé autour de l'initiative « Souveraineté énergétique pour la souveraineté alimentaire - SESAL- », afin de promouvoir les usages productifs de l'énergie en milieu rural. C'est un champ d'exploration d'innovations visant à accélérer l'autonomisation énergétique des territoires tout en donnant un contenu opératoire à **l'approche Nexus Energie-Agriculture**.

3. Initiative de Renforcement de la résilience et l'adaptation aux extrêmes climatiques et aux désastres ou « BRACED » (en anglais) : le lancement de ce grand programme a eu lieu du 17 au 20 février 2015 à Dakar, sous la coordination d'Enda-Energie. BRACED vise le renforcement de la résilience de plus de 5 millions de personnes aux extrêmes et désastres climatiques. Pour ce faire, ce programme de 3 ans, financé à hauteur de 92 millions de livres par le gouvernement britannique, appuie 108 organisations dans 15 consortiums, à travers 13 pays en Afrique de l'Est, au Sahel et en Asie.

Il s'agit plus particulièrement de conduire des actions de suivi, d'évaluation, de recherche et d'influence politique pour alimenter les processus d'apprentissage et d'appropriation de même que la communication, afin de produire de réelles transformations pendant et au-delà de la mise en œuvre de BRACED. Le consortium dont Enda-Energie constitue le centre régional au Sahel, est constitué d'Overseas Development Institute (ODI, UK), Itad, the Asian Disaster Preparedness Centre (ADPC), Thomson Reuters Foundation (TRF), Red Cross Red Crescent Climate Centre (RCCC) et Institute for Climate Change and Adaptation (ICCA, Université de Nairobi).



enda-graf-sahel

(Groupe recherche-action-formation au Sahel et en Afrique de l'Ouest)

Fondé en 1982 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.endagrafsahel.org>]

Lieux d'intervention : Sénégal, Guinée-Conakry, Guinée-Bissau, Bénin, Mali et Niger.

Domaines d'intervention :

- gouvernance locale concertée
- promotion et renforcement du dialogue politique
- accès aux biens et services de base
- agriculture et développement rural
- appui aux femmes, AGR et microfinance
- promotion de l'éducation alternative

En 2015, Enda-Graf-Sahel a poursuivi sa mission d'accompagnement et de facilitation du changement social qui s'effectue en trois grandes dimensions: 1) le changement de la structure (territoire, famille, etc.) ; 2) le changement des systèmes de régulation ; 3) le changement personnel. Deux domaines permettent de mesurer les efforts accomplis :

1. Santé : des innovations pour améliorer l'accès aux soins : pour mieux rapprocher les prestations de services des populations, Enda-Graf-Sahel a développé des stratégies de proximité à travers son Programme de santé communautaire. Les résultats enregistrés, en 2015, comprennent, entre autres : 1) la capitalisation des expériences du Programme Santé USAID/Santé Communautaire (PSSC) Phase I en assurant un passage à l'échelle intégrale des paquets de services communautaires et en assurant leur durabilité;

2) l'organisation de 15 sessions de formation de formateurs des acteurs communautaires ; 3) la création et l'aménagement d'un centre de santé communautaire où les consultations en ophtalmologie et en médecine générale sont assurées ; 4) la construction et l'équipement de poste de santé en milieu rural (Tellayar Gouye dans la commune de Patar Sine à Fatick) ; 5) la diffusion de 15 émissions radiophoniques et le renforcement du centre de conseils en ligne gratuits pour les bénéficiaires via le N° 21 000 (plus de 500 000 SMS et 3 000 e-mails reçus et traités sur la santé sexuelle et reproductive) ; 6) l'enrôlement et l'équipement de 15 cases et 78 sites de santé pour le contrôle des maladies diarrhéiques, la prévention, le traitement du paludisme simple et de la tuberculose dans le département de Rufisque ; 7) le démarrage du centre de santé avec un cabinet de consultation ophtalmologique fonctionnel : plus de 1 000 consultations en 11 mois d'existence ; 8) l'amélioration des infrastructures sanitaires en





milieu rural ; 9) les neuf sessions de formation de conseillers en santé sexuelle et reproductive, en lien avec les droits humains, le genre, les grossesses et mariages précoces pour les personnels au bénéfice d'ONG, de techniciens de santé et des leaders d'associations ; 10) l'organisation de sessions de formation en santé sexuelle en faveur des leaders institutionnels, en partenariat avec la chaire de santé sexuelle et droits humains de l'Unesco.

2. Environnement, développement durable et économie verte : le but visé par Enda-Graf-Sahel dans ce domaine est de contribuer à une amélioration du bien-être humain, basée sur l'équité sociale, qui n'entraîne pas de risques environnementaux accrus, et la surexploitation des ressources ; maintenir et valoriser le capital naturel, les services écosystémiques, la protection de l'environnement et la préservation des ressources naturelles. Les résultats enregistrés, en 2015, comprennent, entre autres :

Energies renouvelables : 1) la construction d'une centrale solaire à Baghagha près de Ziguinchor ; deux locaux techniques construits pour les équipements, et situés à proximité du centre de santé ; 2) le développement de la filière de valorisation de déchets en biogaz à Mbeubeuss et Ndande ; 3) accès à l'électricité de populations à faible revenus ; 4) fonctionnement au solaire des moteurs de

moulins à mil, de pompes à eau et de matériel artisanal ; 5) alimentation au solaire des unités informatiques des écoles et accès directement au téléphone et à l'internet ; 6) la création d'emplois verts durables

Restauration des écosystèmes : 1) dans le plateau de Thiès-Niayes, à Somone et à Noto; 2) restauration de la fertilité des sols (Mboro) et lutte contre la déforestation ; 3) traitement du sol ; 4) construction de diguettes et de barrages avec ADT ; 5) aménagement d'un centre animalier de 60 à 100 ha dans la forêt classée de Mbao ; 6) reboisement des zones de mangrove et recherche d'alternatives énergétiques dans les Îles du Saloum (Niodior et Falia) ; 7) développement des activités d'aquaculture dans les bassins (Mont-Rolland, fleuve Gambie et Mbao) ; 8) sensibilisation contre la destruction des filaos et une campagne de reboisement ;

Assainissement : 1) réalisation d'une étude sur la réhabilitation de stations d'épuration pour une gestion intégrée des eaux usées domestiques et valorisation des stations d'épuration (STEP) en biogaz (Rufisque, Thiès) ; 2) exploitation maraîchère au niveau du sixième bassin des eaux usées par un système de lagunage ; 3) accès aux infrastructures et équipements d'assainissement ; 4) existence de modèles économiques intégrés (pisciculture, maraîchage, aviculture) pour les professionnels de l'agriculture de demain.

enda-jeunesse-action

Fondé en 1985 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://endatiersmonde.org/eja>] - [<http://www.maejt.org>]

Lieux d'intervention : Sénégal et 28 autres pays d'Afrique membres du Mouvement africain des EJT (MAEJT).

Domaines d'intervention :

- protagonisme des enfants et jeunes
- jeunesse et éducation, formation et emploi des jeunes,
- gouvernance participative
- équité des genres
- lobbying et plaidoyer international (Union africaine, ECOWAS)



1 . Enda-Jeunesse Action conduit plusieurs initiatives à travers le Sénégal dans les départements de Dakar, Diourbel, Guédiawaye, Kaolack, Kolda, Louga, Pikine, Saint-Louis, Tambacounda, Thiès et Ziguinchor. Au terme de l'année 2015, les résultats suivants ont été enregistrés :

1) Protection par l'éducation. En plus de soutenir l'accès et le maintien des enfants à l'école formelle, les différents projets ont permis de développer des alternatives éducatives pour les enfants hors du système : 1) la sensibilisation de la communauté éducative (parents et tous autres acteurs de l'école) a permis d'assurer l'inscription de 4 981 enfants, dont 56 % de filles, au cours d'initiation (CI); 2) concernant l'éducation alternative, une initiative relative aux enfants qui n'ont pas pu rejoindre l'école formelle au cours de l'année, a permis, grâce à la mobilisation des communautés et la

disponibilité des inspections de l'éducation et de la formation (IEF), de faciliter l'initiation de 3 014 enfants et jeunes aux rudiments du français et de l'arithmétique, en relation avec le métier dont ils sont apprentis ; 3) 1 385 enfants talibés ont bénéficié de deux années d'éducation de base correspondant à 4 années dans l'élémentaire ; 4) les cadres d'apprentissage ont été améliorés dans plusieurs écoles où des classes ont réhabilitées, des blocs sanitaires avec des box filles et garçons séparés ; 5) un nombre important d'élèves, soit 22 340, a pu disposer, dès l'ouverture des classes, de fournitures scolaires, avec la mise en place des boutiques scolaires, ce qui leur a permis de démarrer les études au mois d'octobre ;

2) La formation qualifiante et l'entrepreneuriat des jeunes.

Les actions réalisées avec les jeunes en vue de leur offrir des opportunités économiques

ont permis d'obtenir les résultats suivants : 1) 895 jeunes ont été formés aux techniques de fabrication de savon, à l'aviculture, à la transformation des céréales locales, etc. Cinq unités de production sont fonctionnelles et permettent à leurs membres d'améliorer de manière significative leurs revenus ; 2) 750 jeunes ont bénéficié de la sensibilisation sur l'esprit d'entrepreneuriat, grâce à l'Agence nationale pour l'emploi des jeunes. Présents dans la base de données de cette agence, ils sont tous en passe de mûrir et d'élaborer leur projet de vie ; 3) 377 adolescents ont été placés en apprentissage dans des unités artisanales de quartier pour leur formation professionnelle (menuiserie, sérigraphie, mécanique, coiffure, couture, etc.) ; 4) 7 057 enfants et jeunes ont épargné durant cette année une somme de 13 782 300 FCFA (environ 20 000 euros), permettant

à certains d'entre eux de démarrer ou de renforcer leurs activités génératrices de revenus.

2. Au plan régional : le Mouvement africain des enfants et jeunes travailleurs (MAEJT).

Enda-Jeunesse-Action a poursuivi, en 2015, son action d'accompagnement du MAEJT, dont la vitalité peut être mesurée à travers :

- 1) **la croissance du MAEJT** : les résultats clés de l'année 2015 sont les suivants : 1) le MAEJT a augmenté ses membres de **14 %** cette année, et de **19 %** ses amis, frôlant le million, avec **975 540** membres et amis (dont 308 072 membres), organisés en **4 331** groupes de base, dans **380** villes ou villages de **27** pays d'Afrique. La proportion d'enfants est de **73 %** (légère augmentation), et celle des filles (inchangée) est de **56,9 %**. Ceci malgré une disparition du soutien financier pour 20

Intitulé	Enfants et jeunes concernés
Depuis que tu es dans l'AEJT...	
Est-ce que tu as étudié ou tu t'es alphabétisé ?	509 127
Est-ce que ta santé s'est améliorée (tu es moins malade) ?	459 844
Est-ce que tu arrives à t'amuser mieux qu'avant ?	642 155
Te sens-tu mieux protégé contre les mauvais traitements ?	717 072
Est-ce que tu travailles moins et moins dur qu'avant ?	524 974
Est-ce que tu te sens mieux respecté et écouté ?	
• par ton patron	591 967
• par ta famille	661 095
• par les autorités	643 079
• par la population	637 229
Est-ce que tu t'exprimes et tu participes aux décisions (groupe, association) ?	568 568
Est-ce que tu arrives à mieux satisfaire tes besoins ?	602 116
Est-ce que tu prépares mieux ton avenir ?	601 122

pays sur 27, ces chiffres nous indiquent une bonne tenue du MAEJT, de même que le nombre de statistiques reçues (25 sur 27 pays au total). Tout cela démontre la durabilité d'un MAEJT qui continue de fonctionner, malgré la rupture des financements ; pour preuve encore, les actions de protection, notamment des enfants en mobilité, ont concerné 22 des 27 pays

- 2) **Le bon niveau de satisfaction des EJT par rapport à leurs droits et leurs vies : Enda-jeunesse-Action** a reçu des réponses provenant de 16 pays pour son enquête

MICRI. Ces réponses, mixées avec les statistiques des membres, permettent d'indiquer le niveau de satisfaction suivant :

- 3) **Le bon niveau de mobilisation des fonds** atteint par les coordinations nationales AEJT : celles-ci, encore soutenues financièrement, maintiennent un haut niveau de ressources mobilisées localement : **629 386 739** FCFA, sur un total de **795 028 007** FCFA, c'est-à-dire 79 % d'autofinancement de leurs activités. Pour l'année 2015, l'ensemble des financements, de Save Finlande, Suède et Oak Foundation, a atteint 405 202 786 FCFA.

enda-lead-afrrique

Fondé en 2000 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.leadinafrica.org>]

Lieux d'intervention : Sénégal et pays francophones d'Afrique.

Domaines d'intervention :

- renforcement des capacités des acteurs
- animation de réseaux et plaidoyer international
- recherche-action sur le développement durable
- appui aux organisations de la société civile africaine

Enda-Lead-Afrique est un programme majeur de renforcement de capacités en leadership pour un développement durable, au profit des acteurs du secteur privé, des institutions publiques, des organisations non gouvernementales, des instituts de recherche, des médias, etc. Le but visé est de rendre ces acteurs plus aptes à résoudre les problèmes complexes que posent les modalités d'application des politiques de développement durable. Le programme a étendu son champ d'action aux questions de gouvernance, d'autonomisation économique des femmes, de responsabilité sociale d'entreprise (RSE) et déroulé à ce titre des projets et programmes dans les régions de Thiès, Dakar, Louga, Diourbel et Kédougou. En relation avec ses partenaires, les actions ont porté sur :

1. « **Carrefours de la gouvernance : une tribune de leaders** » : ce projet est un cadre de dialogue et de concertation des différents acteurs de la gouvernance en général (leaders de la société civile, organisations communautaires de base, autorités administratives et locales, partenaires techniques et financiers). En relation avec ses partenaires OXFAM, OSIWA et le ministère de l'Intégration africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne gouvernance, plusieurs ateliers ont été tenus sur des thématiques telles que la gouvernance locale et participation citoyenne, la gouvernance économique et le Plan Sénégal émergent (PSE), en partenariat avec le ministère de la Gouvernance locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire et le ministère de la Justice, le ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, ainsi que le Bureau opérationnel de suivi du PSE (BOS/PSE). Ces ateliers ont permis: i) de faire une évaluation exhaustive des avancées en matière de gouvernance locale et des défis de la participation citoyenne ; ii) de faciliter un plus grand éveil des acteurs de la gouvernance locale sur leurs rôles et



responsabilités ; iii) de favoriser une plus grande dissémination des mécanismes endogènes de gouvernance locale et leur réappropriation par les communautés ; iv) de susciter la matérialisation des principes de dialogue et de participation comme «valeurs de base» qui vont sous-tendre les processus décisionnels liés à la gouvernance locale et nationale ; v) d'impulser la dynamique pour une société civile mieux informée et plus sensibilisée pour une participation active à la bonne gouvernance tant au niveau local qu'au niveau national.

2. « **Approche systémique du développement rural : la RSE comme alternative aux tensions liées à l'accapement des terres**

dans les zones d'exploitation minière » (ASDR-RSE) : Enda-Lead-Afrique propose la responsabilité sociétale d'entreprise (RSE) comme démarche pratique pour à la fois asseoir le développement durable au niveau local et pacifier la cohabitation entre les communautés et les entreprises, par une approche basée sur un partenariat gagnant-gagnant.



Le projet ajoute une dimension supplémentaire, consistant à privilégier la recherche de solution sur la base d'un dialogue constructif et d'une prise de responsabilité des engagements mutuels des parties en jeu sur le terrain économique et social. Il fait la promotion d'une démarche de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) comme alternative dans le contexte de l'accaparement des terres en Afrique, avec le Sénégal comme terrain d'expérimentation. En partenariat avec OSIWA, le projet ASDR-RSE a déroulé ses activités en 2015 dans l'arrondissement de Méouane (région de Thiès) au niveau des communes de Darou Khoudoss, Taïba Ndiaye, Mboro et Méouane. Il s'est voulu une réponse à la perte de moyens de subsistance et l'accentuation de la vulnérabilité des communautés riveraines des sites miniers, qui font suite à la dépossession de leurs facteurs de production.

3. « La prévention et l'éradication des violences basées sur le genre par le biais de l'autonomisation économique des femmes en milieu périurbain et rural » :

en partenariat avec ONU-Femmes, Enda-Lead-Afrique a coordonné ce projet, avec un consortium d'organisations telles que le Directoire des femmes en élevage (DINFEL), le Réseau national des femmes rurales pour le développement du Sénégal (RNFRD/S), PROCLUSTERS, le Collectif des femmes pour la lutte contre l'émigration clandestine (COFLEC), Action solidaire internationale, les Services départementaux du Développement rural (SDDR) et les services départementaux du Développement communautaire (SDDC) de Pikine, Rufisque, Thiès, Louga. Ce projet a pour objectif global la prévention et l'éradication des violences basées sur le genre par le biais de l'autonomisation économique des femmes en milieu périurbain et rural, avec quatre composantes principales : (i) la formation et le renforcement de capacités techniques des femmes en matière de gestion ; (ii) la formation sur les droits des femmes (droits humains, état civil et VBG) et la diffusion d'émissions radio sur les droits des femmes (VBG, accès des femmes à la terre, état civil, etc.) ; (iii) la mise à disposition d'équipements de production, de conservation et de transformation et (iv) la mise en place d'une plateforme d'assistance technique.



enda-madesahel

(Méthodes appliquées au développement du Sahel)

Fondé en 1981 et basé à : Mbour (Sénégal). [<http://www.madesahel.org>]

Lieux d'intervention : le Sénégal et un rayonnement en Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Centre.

Domaines d'intervention :

- confection et conditionnement de phytomédicaments
- formations dans les domaines des sciences de la santé et du développement
- conservation des espèces végétales menacées
- expérimentations et diffusion de nouvelles essences

Enda-Madesahel a pour objectifs : **la formation dans le domaine des sciences de la santé** et du développement pour faire face à la pénurie de personnel qualifié dans les pays du Sud ; **la préservation de la biodiversité et la valorisation des plantes médicinales** dans la santé communautaire, là où les populations ont difficilement accès à la médecine conventionnelle ; le soutien aux initiatives communautaires en vue de fournir des alternatives économiques viables aux populations qui ont du mal à vivre dans un environnement qui se dégrade.

1. Formation dans les domaines de la santé et du développement :

La formation des personnels de santé efficaces, adaptés aux besoins des pays, représente un enjeu considérable pour le développement favorable des politiques de santé publique et l'atteinte des Objectifs de Développement Durable. C'est dans cet esprit que Enda-Madesahel et l'Institut de santé et développement de l'Université Cheikh Anta Diop se sont inscrits dans une démarche innovante de formation des cadres en matière de santé et développement qui se veut efficace, efficiente et parfaitement adaptée aux besoins spécifiques de nos pays. C'est ainsi qu'en 2015, 45 médecins, chirurgiens-dentistes et pharmaciens venant de 6 pays (Guinée, Bénin, RD Congo, Congo Brazza, Tchad, Sénégal), ont régulièrement suivi les sessions de formation en vue de l'obtention du **Diplôme d'études spécialisées en santé publique (4 ans)**; 17 médecins, pharmaciens, travailleurs sociaux venant de la Centrafrique, du Niger, du Mali et du Sénégal ont suivi le **Master en santé publique (2 ans)**. Le **Cours sur la prévention et la lutte contre le paludisme** a concerné 24 médecins chefs de district et 50 superviseurs des soins de santé primaires sénégalais portant à 789

le nombre de diplômés sortis du centre de formation.

2. Préservation et conservation des ressources de la biodiversité :

Le conservatoire botanique Michel ADANSON contribue à créer une dynamique poussant les populations à maintenir l'utilisation des ressources naturelles dans des limites écologiques sûres et à réduire les pratiques destructrices. Enda-Madesahel a accueilli et encadré 86 élèves, étudiants, touristes dans le contexte des visites de découverte et d'apprentissage qu'il a organisées.

Conservation des éléments rares ou menacés : en 2015, dans le cadre de la sauvegarde d'espèces dont la conservation est difficile par d'autres méthodes, six nouvelles plantes ont été introduites, la banque de graines a été renforcée avec trois nouvelles espèces, portant son potentiel à 93 espèces. 1 499 pieds de plantes obtenus à partir de semis et de boutures de 23 espèces, ont servi à la réintroduction de ces espèces dans les communautés villageoises.

Accompagnement des communautés: à travers des actions de concertation, de planification et de reboisement, 3 groupements villageois (Nianiar, Keur Ousmane Kane et Darou Fanay Diop), soit 228 personnes, ont reçu près de 1 000 plants de *Cassia italica*, d'*Euphorbia hirta*, et de *Moringa oleifera*, et des vulgarisateurs ont été formés.

3. Soutien aux initiatives communautaires bénéfiques à la santé :

Enda-Madesahel a consolidé son partenariat avec les groupements de Nianiar, Poponguine, Keur Matar Guèye et Tallagne, à travers une action qui s'est traduite par l'adoption de nouvelles méthodes de

cultures et de récolte des plantes et une augmentation de la production de matières végétales. Dans le cadre du commerce équitable 7,188 tonnes de matières végétales de qualité ont été fournies à Enda-Madesahel pour un montant de 3 296 725 FCFA. Environ 80 producteurs de Darou Fanay Diop et 78 de Keur Ousmane Kane dans la région de Diourbel ont rejoint l'initiative.

4. Promotion de l'usage rationnel des plantes médicinales :

Le manque de médicaments essentiels, le coût élevé des médicaments, les habitudes socio-culturelles et le désir des populations de revenir au naturel expliquent leur recours à la phytothérapie. Mais cette pratique pose des problèmes d'innocuité, de sécurité et d'efficacité.

Et pourtant, lorsqu'elle est bien encadrée, elle permet d'améliorer dans une certaine mesure l'accès aux soins des populations en général et des plus démunis en particulier. D'où l'intérêt de la démarche d'Enda-Madesahel qui consiste à sélectionner des plantes médicinales de bonne qualité, à les conditionner en quantité définie et à les distribuer à un coût abordable.

Au cours de cette année, 16 plantes (*Zanthoxylum zanthoxyloïdes*,

Cassia italica, *Moringa oleifera*, etc.) ont été conditionnées sous forme de tisanes, de poudre et d'huile. C'est ainsi **312.302 infusette pouvant traiter 25.798 patients** contre la diarrhée, l'asthme, la dermatose, l'amibiase, etc. ; 758 sachets de phytonutriments et 442 flacons d'huile de Ben pour traiter les dermatoses ont été distribués à travers **78 postes de santé privés et 167 pharmacies.**



enda-pronat (Protection naturelle des terroirs)

Fondé en 1982 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.endapronat.org>]

Lieux d'intervention : Zone des Niayes, vallée du Fleuve et régions de Fatick et de Tambacounda au Sénégal.

Domaines d'intervention :

- création d'espaces de concertation en zone rurale
- réduction de l'utilisation des pesticides dans l'agriculture
- formation aux techniques de l'agriculture saine et durable
- lobbying et plaidoyer contre l'introduction des OGM en Afrique



En 2015, une grande initiative de promotion de l'agriculture saine et durable (ASD) dans les 4 zones d'intervention d'Enda-Pronat, faisant suite aux recommandations de l'atelier de plaidoyer national de 2008, a pu être financée par la FAO, sous la coordination du ministère sénégalais de l'Agriculture, avec Enda-Pronat comme principal partenaire de mise en œuvre. Ce projet s'inscrit dans une dynamique d'appui aux organisations paysannes pour la promotion de l'ASD dans les quatre zones d'ancrage d'Enda-Pronat (Diouroup dans le bassin arachidier, Guédé dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal, Koussanar dans la zone cotonnière et Keur Moussa dans les Niayes).

1. L'augmentation du nombre d'exploitations familiales engagées dans l'agroécologie : dans les zones de Guédé et de Koussanar, le nombre de producteurs/trices engagé(e)s dans l'agroécologie s'est stabilisé depuis 2011, avec respectivement 200 et 1200. En revanche, dans les zones de Keur Moussa et de Diouroup, le nombre de producteurs/trices engagé(e)s et suivi(e)s a fortement augmenté au cours

des 3 dernières années et particulièrement en 2015, passant respectivement de 50 à 465 et de 20 à 300; au total, le nombre de producteurs/trices engagé(e)s dans l'agroécologie est passé de 1 470 à 2 155 entre 2011 et 2015, soit une augmentation de **46%**.

2. Autonomisation progressive de la coopérative Sell Sellal de commercialisation des fruits et légumes sains à Dakar :

cette expérimentation a porté sur la création d'une coopérative agricole composée des organisations paysannes partenaires d'Enda-Pronat, afin de développer des circuits de commercialisation des produits alimentaires sains à Dakar et dans les régions. L'initiative a pris un nouvel élan en septembre 2013 en partenariat avec le ministère sénégalais de l'Environnement et la Fondation de France. Depuis le début des ventes en novembre 2013, les volumes ont été multipliés par 10 (avec 1 000 t/semaine) en 2014. Sur l'année 2015, les ventes de fruits et légumes des fédérations Woobin et FAPD ont encore progressé avec



en moyenne plus de 1 250 t/semaine. Entre le 1er janvier et le 31 décembre 2015, le chiffre d'affaires de la coopérative a atteint **41 946 000 FCFA**, dont 55 % ont été partagés entre 102 producteurs/trices et 5 collectrices. La coopérative est bien structurée et tend vers une autonomie. En 2015, elle a pu prendre entièrement en charge ses 7 salariés pour une masse salariale de 8 808 000 FCFA (soit 13 428 euros).

3. Malgré les avancées, des difficultés persistent pour les exploitations agro-écologiques :

Le rendement des cultures agro-écologiques a connu des évolutions mitigées en raison de paramètres non encore maîtrisés. Il s'agit notamment des systèmes d'irrigation dans la zone de Guédé, de la maîtrise de certains ravageurs dans la zone des Niayes et surtout de la pluviométrie dans les zones de culture sous pluie comme Diouroup et Koussanar.

4. Harmonisation des propositions de la société civile pour une réforme foncière qui sécurise les sociétés paysannes :

en 2015, grâce aux activités de sensibilisation menées par Enda-Pronat et les autres OSC membres du Cadre de réflexion et d'action sur le foncier au Sénégal (CRAFS), les populations ont mieux compris les enjeux de la réforme foncière en cours. Ensuite, Enda-Pronat a joué un rôle important dans le processus d'harmonisation en réussissant notamment à fédérer la diversité d'initiatives portées par les OSC autour de sa vision du foncier.

Enfin, les organisations leaders du CRAFS (Enda-Pronat, CNCR, CONGAD et AJS) ont pu porter ce plaidoyer en direction de la Commission nationale de réforme foncière (CNRF), en tant que membres de la plénière (depuis fin 2014). Elles ont ainsi pu obtenir que l'échéance du processus de réforme prévue en décembre 2015 soit reportée à une date ultérieure (non encore précisée). Ce plaidoyer a également fait du CRAFS un acteur incontournable du processus, reconnu comme tel par le président de la CNRF et ses collaborateurs. Les organisations du CRAFS ont travaillé chacune avec ses membres ou partenaires de base sur une contribution à la réforme foncière tenant mieux compte des réalités locales. Ces différentes initiatives ont été fusionnées et harmonisées au niveau national par le CRAFS et un premier document de position de la société civile sur la réforme foncière a été remis au président de la CNRF.

Le document de position du CRAFS rejette l'immatriculation généralisée des terres avancée par la CNRF et propose le maintien de l'esprit de la loi sur le domaine national tout en améliorant son contenu. Le président de la CNRF a promis d'étudier le document et d'ouvrir un débat avec la société civile pour voir dans quelle mesure ces propositions pourront être intégrées dans le document final. Le CRAFS ne baisse pas pour autant les bras puisqu'il continue ses activités de plaidoyer et de lobbying pour fédérer le maximum de personnes autour de ces propositions en vue de faciliter leur prise en compte par la CNRF.

enda-rup (Relais pour le développement urbain participé)

Fondé en 1982 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.endarup.org>]

Lieux d'intervention : Dakar, Pikine, Saint-Louis (Sénégal), Ouagadougou (Burkina Faso) et Douala (Cameroun).

Domaines d'intervention :

- gouvernance urbaine participative
- lobbying et plaidoyer international
- développement de l'agriculture urbaine
- animation et mise en réseau sur l'urbain
- réalisation de systèmes d'assainissement alternatifs

Enda-Rup a mené, en 2015, de nombreuses activités au niveau local et national, comme au plan international, à travers ses implantations : 1) en Afrique de l'Ouest, c'est-à-dire au Sénégal (Dakar, Rufisque, Yoff-Tonghor, Bignona, Dagana et Saint-Louis) et au Burkina Faso (Ouagadougou et Ouahigouya) ; 2) en Afrique centrale, c'est-à-dire au Cameroun (Douala, Bertoua et Edéa).

1. Alliances avec différents réseaux au niveau local et national :

ces alliances ont été nouées avec des organisations comme l'Union des producteurs de la vallée des Niayes (UPROVAN) et les producteurs de la vallée des Niayes de Pikine (PROVANIA), un réseau de plus de 2 000 fermiers agricoles en milieu périurbain. Ces partenariats ont été noués pour la promotion de l'agriculture urbaine et l'utilisation saine des eaux usées traitées en agriculture, en coopération avec l'Office national de l'assainissement du Sénégal (ONAS), la FAO, l'OMS, la Ville de Dakar, la Ville de Pikine.

Dans la même veine Enda-Rup œuvre pour la valorisation des eaux usées traitées pour la reforestation urbaine, en anticipation de la promotion d'emplois verts avec le projet BIT. Dans son volet réseau d'assainissement semi-collectif à Pikine Samsam 3 (commune de Diamaguene-Sicap-MBao), du programme commun d'ENDA-FISONG de « Ressources urbaines », financé par l'AFD (2013-2015), Enda-Rup a réalisé un réseau d'assainissement semi-collectif à Diaminar, le quartier le plus amphibie de Saint-Louis, situé au sud-ouest d'une des villes les plus résilientes d'Afrique de l'Ouest. Les eaux usées traitées et stockées dans une bache pour être valorisées dans l'agriculture, sont refoulées par une crépine qui fonctionne grâce à l'énergie solaire.

Dans la même dynamique, dans le quartier de Khor, au nord-est de la même ville, les agriculteurs irriguent leurs parcelles pour la désalinisation du sol en profitant cette fois-ci de l'existence de son réseau gravitaire.

2. Gouvernance urbaine :

la finalisation de l'étude et du plan d'action sur les vulnérabilités de la Ville de Dakar, qui a impliqué les communes de Colobane-Fass-Gueule-Tapée, Grand-Yoff, Hann-Bel-Air et Ngor, a permis de discuter sur les priorités de la ville et sur les impératifs d'approches inclusives. L'implication des populations et OCB, sous forme de consultations et audience publique, a été réussie, à la demande de l'autorité communale et de la direction de la Planification du développement durable. Par ailleurs, un atelier international a été organisé, par Enda-Rup-Cameroun à Yaoundé (Cameroun), sur le thème « Maîtriser l'assainissement dans les villes africaines », en partenariat avec l'Ecole nationale supérieure polytechnique de Yaoundé, SPLASH. Cette rencontre a été un moment d'échanges d'expériences et de renforcement des capacités des acteurs pour une meilleure gouvernance des services d'environnement urbain.

3. Lobbying et plaidoyer international :

Enda-Rup a mené en 2015 une action de représentation et de plaidoyer lors de rencontres internationales :

- la 4e Semaine africaine de l'eau (Africa Water Week) : Enda-Rup y a représenté le réseau ANEW des organisations africaines de la société civile, au sein du comité de pilotage du secrétariat exécutif d'AMCOW, (African Ministerial Conference on Water). Un débat fort constructif y a été organisé sur la contribution africaine à la définition des orientations pour les Objectifs de développement durable dans le secteur de la

gestion des ressources en eau. Il en est de même pour la Conférence ministérielle africaine de l'eau et de l'assainissement et de la gestion intégrée de ressources en eau, organisée avec la participation des OSC, des représentants du secteur privé, des opérateurs et concessionnaires, etc. ;

- la table-ronde sur le changement institutionnel, organisée en partenariat avec Cities-Alliance à Bruxelles (Belgique). Cette rencontre a été l'occasion d'un vif débat sur la nécessité de modifier les approches des grandes institutions en changeant leur état d'esprit, à travers la formation et la capacitation de leurs ressources humaines. Elle a enregistré la participation d'organisations intergouvernementales, de la Banque centrale européenne d'investissement, de Cities Alliance, de plusieurs universités et centres de recherches européens, et d'organisations de développement urbain établies dans les pays du Sud.
- Urban Thinkers Campus, organisé par ONU-Habitat et le General Assembly of Partners du World Urban Campaign dont Enda-Rup, membre du comité de pilotage, co-préside le groupe constituant des OSC, des femmes et des OCB, afin de contribuer à la définition des principes qui présideront à déterminer la « ville que nous voulons » en direction de la conférence Habitat III de 2016.



enda-santé

Fondé en 1988 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.enda-sante.org>]

Lieux d'intervention : Sénégal, Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Conakry, Guinée-Bissau, Mali et Niger.

Domaines d'intervention :

- actions de sensibilisation et de lutte contre le VIH/Sida
- prévention des risques liés aux maladies infectieuses
- assistance médicosociale en santé sexuelle et reproductive
- lobbying et plaidoyer pour l'accès des plus démunis aux soins de base



Enda-Santé intervient essentiellement dans le domaine de la santé pour une transformation sociale qualitative et équilibrée. A côté des familles et communautés, sa démarche participative intègre un partenariat multidimensionnel et multisectoriel. Avec un champ d'action national et sous-régional, il accompagne les populations les plus vulnérables dans l'accès aux services sociaux de base (notamment la santé), la valorisation des savoirs traditionnels locaux, le développement de leurs connaissances et compétences. L'action de veille et d'alerte de l'organisation sur les problèmes de santé émergents permet d'envisager de nouvelles alternatives innovantes pour un mieux-être physique, mental et social pour lequel les communautés sont des acteurs engagés.

En 2015, plusieurs événements marquants illustrent la progression constante du volume d'activités d'Enda-santé et l'importance considérable du changement d'échelle opéré

depuis une dizaine d'années dans ses stratégies d'intervention au plan régional et international.

1. La 5e réunion du projet transfrontalier Frontières et vulnérabilités au VIH en Afrique de l'Ouest (FEVE)

Enda-Santé a organisé, le 03 novembre 2015, à Dakar, la 5e réunion du projet transfrontalier Frontières et vulnérabilités au VIH en Afrique de l'Ouest (FEVE). Le projet FEVE est financé et appuyé par le Grand-Duché du Luxembourg. La réunion a regroupé, les 03 et 04 novembre 2015, des représentants des gouvernements et des organisations de la société civile du Sénégal, de la Gambie, de la Guinée-Bissau, de la Guinée, du Mali, du Niger, du Burkina Faso, du Cap-Vert, de la Côte-d'Ivoire et du Luxembourg ; ainsi que les partenaires stratégiques régionaux du projet, tels que le bureau régional Afrique de l'Ouest et du Centre de l'ONUSIDA et

l'Organisation ouest-africaine de la Santé (OOAS). Les acteurs du projet ont partagé le bilan de 5 ans de mise en œuvre, de 2011 à 2015, contribuant à l'atteinte des objectifs de réduction des nouvelles infections au VIH en Afrique de l'Ouest.

Ainsi, pour l'ensemble des huit pays où le projet FEVE est mis en œuvre (Sénégal, Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée-



Conakry, Guinée-Bissau, Mali et Niger), 20 016 travailleuses du sexe (TS), 4 759 MSM (men having sex with men), 22 866 personnes vivant avec le VIH (PVVIH) et 1 085 usagers de drogue ont bénéficié d'une ou de plusieurs interventions du projet. En tout, 43 services de santé ont été appuyés et 19 réhabilités ; il s'agit le plus souvent de services de santé publics ou communautaires en zone décentralisée ou dans les capitales et centres urbains. Ainsi, 10 704 TS et 1 714 MSM ont été dépistés au VIH et ont été orientés vers

les services de santé pour un suivi en cas de séropositivité. Au nombre de 14 823, les PVVIH ont bénéficié de divers appuis pour un meilleur accès au traitement et une meilleure adhérence (appuis aux examens et bilan, prise en charge des infections opportunistes, appuis au transport, etc.). Ce cinquième Comité régional de pilotage (CRP) a été l'opportunité de présenter le projet et ses résultats, en photos, lors d'une exposition photos. Le projet a été reconnu comme un partenaire majeur de la sous-région et a été unanimement félicité par les partenaires et invités.

2. La 1^{ère} Consultation régionale Afrique de l'Ouest et du Centre sur la Stratégie 90-90-90

A la suite du CRP 2015, du 5 au 6 novembre s'est tenue la première Consultation régionale Afrique de l'Ouest et du Centre sur la Stratégie 90-90-90, co-organisée par l'ONUSIDA et Enda-santé. En plus des partenaires du projet FEVE, cet événement a réuni des représentants des gouvernements et acteurs de la société civile du Congo, du Cameroun et de la Belgique. D'éminentes personnalités, comme Marc ANGEL, député, ambassadeur du Luxembourg pour le partenariat ONUSIDA-Luxembourg sur la stratégie 90-90-90, Badara SAMB, directeur des Initiatives spéciales à l'ONUSIDA (Genève), Meskerem GRUNITZKY, directrice régionale du bureau Afrique de l'Ouest et Centre, Safiatou THIAM, secrétaire exécutive du CNLS (Sénégal) et Daouda DIOUF, directeur exécutif d'Enda-Santé, ont présidé la session d'ouverture.

Dans ses mots, Marc ANGEL a encouragé les participants à maintenir leurs efforts et à les accroître, afin de contribuer au Fast Track et à l'utilisation de la fenêtre d'opportunité 2016-2020. La consultation régionale a permis, après une évaluation de la contribution actuelle des différents acteurs, de discuter des rôles de chacun, des conditions de l'accroissement de l'offre de service communautaire, de l'appropriation politique, et de la mise en œuvre et du suivi de la stratégie. Enfin, un « *Appel à l'action pour une implication accrue des acteurs communautaires en vue de la réalisation de l'objectif 90-90-90* » a été lancé dans un cadre de mise en œuvre harmonisée.

enda-syspro (Systèmes et perspectives)

Fondé en 1997 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.africansocialforum.org>]

Lieux d'intervention : Afrique

Domaines d'intervention :

- renforcement des capacités de la société civile africaine
- organisation des forums sociaux internationaux
- renforcement du dialogue politique
- promotion de la démocratie et de la citoyenneté en Afrique

Enda Système et prospective (Enda-Syspro) est une organisation membre du réseau Enda TM, créée en 1997, pour contribuer à la réflexion sur les questions de développement en Afrique et promouvoir le plaidoyer en faveur d'un développement durable et inclusif.

Depuis sa création, Enda-Syspro a réalisé des publications dans le domaine du développement socioéconomique, du commerce international et a pris part à différents processus internationaux de négociation. Dans ce contexte, Enda-Syspro a beaucoup contribué à la création de multiples réseaux africains d'acteurs engagés et pleinement conscients des enjeux du développement durable, afin de renforcer les synergies et les alliances entre

sociétés civiles du Sud, et peser dans les débats et les processus de négociation internationaux. Enda-Syspro abrite, depuis 2002, le secrétariat du Forum social africain (FSA), dont il est le principal fondateur. A ce titre, il a joué un rôle pivot dans les processus d'organisation des forums sociaux mondiaux en Afrique (Bamako 2006, Nairobi 2007, Dakar 2011, Tunis 2013 et 2015).

En outre, Enda-Syspro a organisé et apporté son appui à la mise en œuvre des forums sociaux continentaux depuis 2001. Enda-Syspro est membre du Conseil international du Forum social mondial, depuis la création de cette instance globale en 2001.

Depuis 2013, les activités d'Enda-Syspro liées aux questions commerciales et à l'intégration



régionale ont été autonomisées au sein d'une nouvelle structure, Enda-Cacid, créée pour pérenniser la recherche, le plaidoyer et la participation de la société civile ouest-africaine.

Activités d'Enda-Syspro et perspectives :

A partir de 2013, Enda-Syspro a cherché à restructurer ses activités en fonction de nouveaux défis qu'il s'est donnés, tout en continuant à apporter un appui substantiel aux mouvements sociaux et à la société civile africaine.

Enda-Syspro a pris part à l'organisation des forums sociaux mondiaux qui ont eu lieu à Tunis en 2013 et 2015. Il a fait partie, en tant que secrétariat du Conseil du Forum social africain, du Comité de pilotage de ces forums et a assumé un rôle central dans leur coordination. A ce titre, Enda-Syspro a œuvré pour une participation optimale des mouvements sociaux africains, mais aussi d'Enda TM dans sa globalité. Enda-Syspro a profité de la dynamique de préparation des forums sociaux de 2013 et 2015 pour s'engager dans un processus de construction de l'Université citoyenne africaine (UCA). En effet, constatant l'épuisement des dynamiques des forums sociaux mondiaux, le Conseil africain a pris la décision de promouvoir

de nouveaux espaces de formation de nouvelles générations de militants et de valorisation des expériences et du savoir des mouvements sociaux africains. A cet effet, Enda-Syspro a contribué à la création d'un réseau international regroupant des universités et des organisations de la société civile, afin de promouvoir le concept d'université citoyenne ouverte et d'engager une réflexion approfondie sur les relations entre société et savoir et sur le rôle des universités. Ce processus devrait donner lieu, dès 2016, aux premières Universités citoyennes africaines.

Par ailleurs, Enda-Syspro avait engagé, dès 2012, un effort d'appui à la société civile tunisienne, dans le contexte de la transition démocratique qui a suivi la révolution de 2011. Cet effort s'est concrétisé par l'appui donné, au moment de l'organisation des forums sociaux de 2013 et 2015. Il s'est également concrétisé par la mise en place d'un programme d'appui à la société civile, qui sera mis en œuvre en partenariat avec le PNUD et les autorités tunisiennes, pour promouvoir la citoyenneté, la gouvernance locale et l'appui aux catégories sociales défavorisées. Cet important programme d'Enda-Syspro sera mis en œuvre de 2016 à 2018.



Liste des entités d'enda dans le monde

Ethiopie

M. Haimainot DESALEGNE

Addis Abeba – Ethiopie
P.O. Box 25718 Code 1000 Addis Abeba - Ethiopia
Tel.: (251-1) 1416 88 95
Fax: (251-1) 51 45 80
Email: enda-eth@ethionet.et

Interarabe

Mme Essma BEN HAMIDA & M. Michael CRACKNELL

Tunis – Tunisie
Route de Bizerte Km3 immeuble Cherifa,
Bloc Acité Ettahrir 2042 – Tunisie
Tél. : (216) 71 51 33 40 / 71 51 33 27
Fax : (216) 71 51 33 32
Email: info@endarabe.org.tn/ mpctn@yahoo.fr
Web : www.endarabe.org.tn

Océan indien

M. Olivier RALAIHARIVONISON

Antananarivo - Madagascar
B.P.1467 Antananarivo - Madagascar
Tél.: (261 32) 40 457 48
Fax: (261 20) 22 61 74
Email: dr@enda.mg /endaoui@simicro.mg

Mali

M. Soumana COULIBALY

Bamako – Mali
Oulofobougou, rue 424, porte N° 200
B.P. 3123 Bamako - Mali
Tél.: (223) 20 22 55 64
Fax : (223) 20 23 25 93
Email: enda-mali@cefib.com

Colombie

Mme Maria Victoria BOJACA

Bogotá – Colombie
Calle 33 No. 16-22 Teusaquillo - Bogotá - Colombia
Tel. (571) 283 9575
Fax: (571) 285 66 28
Email: endacol@etb.net.co

Dominicana

M. Mamerto VALERIO

Santo Domingo – République dominicaine
B.P. 3370, Santo Domingo-República Dominicana
Tél.: (1 - 809) 385-0421
Fax: (1 - 809) 385-2359
Email: direccion@endadom.org.do
Web: <http://www.Funredes.org/endacaribe/>

Bombay

M. Virup PANWALKER

New Bombay – Inde
5, Vashi Saphalya CHS, Sector 9A, Vashi Vashi Navi
Mumbai 400703, New Bombay - Inde
Tel.: (91 -22) 27 66 19 02
Fax: (91 -22) 27 65 88 97
Email: vgpanwalkar@gmail.com

Vietnam

M. Ngo Huy LIEM

Ho Chi Minh City – Vietnam
C2 Buu long St, Cu Xa Bac Hai, district 10,
Ho Chi Minh City - Vietnam
Tel.: (84-8) 39700243
Fax: (84-8) 9703273
Email: endavietnam@viettel.vn

Europe

Mme Fabricia DEVIGNES

Paris – France
5, rue des immeubles industriels
75011 Paris - France
Tél.: (331) 44 93 87 40 / Fax: (331) 44 93 87 50
Email:contact@enda-europe.org
Web : www.enda-europe.org

Maghreb

M. Hamid CHRIFI

Rabat – Maroc
18, Rue Aguelmane Sidi Ali, Appt 4, Agdal, Rabat
Tél.: (212) 537 680 673 / Fax: (212) 537 683 469
Email: endamaghreb@enda.org.ma
Web : www.enda.org.ma

Liste des entités d'enda basées au Sénégal

Diapol (Prospectives dialogues politiques)

M. Mamadou MBENGUE

Dakar – Sénégal
 Sacré-Coeur Transition 4, Villa n° 8773
 Dakar Sénégal
 Tél. : (221) 33 825 36 20
 Fax : (221) 33 825 36 32
 Email: contact@endadiapol.org
 Web: <http://www.endadiapol.org>

Eau populaire

M. Malal TOURE

Dakar – Sénégal
 Mermoz Pyrotechnie, Cité des Administrateurs Civils
 Immeuble N° 13, 2ème étage, Droite / BP 17072,
 Dakar - Sénégal
 Tél. : +221 33 860 41 43
 Fax : +221 33 860 41 39
 Email: malal@endatiersmonde.org
 Web : www.enda-eau.org

Ecopole

M. Oumar TANDIA

Dakar – Sénégal
 Complexe Sicap Point E Imm. B 2ème étage
 B.P. 21394 Dakar - Ponty
 Tél. : (221) 33 825 97 39
 Fax : (221) 33 860 51 33
 Email: ecopole@endatiersmonde.org
 Web: <http://www.endatiersmonde.org/ecopole>

Ecopop (Espaces de Coproduction des Offres Populaires)

M. Mamadou Bachir KANOUTE

Dakar – Sénégal
 Complexe Sicap Point E Imm. B 2ème étage
 B.P. 3370 Dakar - Sénégal
 Tél. : (221) 33 859 64 11
 Fax : (221) 33 864 68 32
 Email: ecopop@endatiersmonde.org
 Web : www.endaecopop.org

Energie

M. Sécou SARR

Dakar – Sénégal
 54 rue Carnot, B.P. 3370 Dakar - Sénégal
 Tél. : (221) 33 822 24 96 / 33 822 59 83 / 33 889 34 28
 Fax : (221) 33 821 75 95
 Email: enda.energy@orange.sn
 Web: <http://www.endaenergie.org>

Graf - Sahel et Afrique de l'Ouest

M. Emmanuel Seyni NDIONE

Dakar – Sénégal
 B.P. 13069 Grand Yoff, Dakar - Sénégal
 Tél.: (221) 33 827 20 25
 Fax: (221) 33 827 32 15
 Email: endagrafsahel@endagrafsahel.org
 Web: <http://www.grafsahel.org>

Jeunesse Action

M. Fabrizio TEREZIO & M. Pierre Marie COULIBALY

Dakar – Sénégal
 54, rue Carnot, B.P. 3370 Dakar - Sénégal
 Tél.: (221) 33 889 34 20 / 33 889 34 21 / 33 889 34 24

Fax: (221) 33 823 51 57

Email: jeuda@endatiersmonde.org

Web: <http://www.endatiersmonde.org/eja>

Lead Afrique francophone

M. Moussa Mbaye GUEYE

Dakar – Sénégal
 54, rue Carnot, B.P. 3370 Dakar - Sénégal
 Tél.: (221) 33 889 34 30 / 33 889 34 31 / 33 889 34 32
 Fax: (221) 33 821 75 95 / 33 823 51 57
 Email: info@leadinafrica.org
 Web: www.leadfrancophoneafrica.org

Madesahel (Méthodes Appliquées au Développement du Sahel)

M. Mame Thierno Aby SY

Mbour – Sénégal
 BP 29881 Dakar-Yoff
 Tel / fax : (221) 957.15.33 (Mbour)
 (221) 820.98.80 (Dakar)
 Email: madesahel@madesahel.org
 Web : www.madesahel.org

Pronat (Protection Naturelle)

Mme Mariam SOW

Dakar – Sénégal
 54, rue Carnot / B.P. 3370 Dakar - Sénégal
 Tél.: (221) 33 889 34 19 / 33 889 34 37
 Fax: (221) 33 823 51 57
 Email: pronat@endatiersmonde.org
 Web: <http://www.endapronat.org>

Rup (Relais pour le Développement Urbain Participé)

M. Malick GAYE

Dakar – Sénégal
 Complexe Sicap Point E Imm. B 2ème étage
 B.P. 27 083 Malick SY, Dakar - Sénégal
 Tél.: (221) 33 869 99 48 / Fax: (221) 33 860 51 33
 Email: rup@endatiersmonde.org
 Web : <http://www.endatiersmonde.org/rup>

Santé

M. Daouda DIOUF

Dakar – Sénégal
 56, COMICO VDN Liberté VI Extension
 B.P. 3370 Dakar – Sénégal
 Tél. : (221) 33 867 02 62
 Fax : (221) 33 823 51 57
 Email: dioufda@endatiersmonde.org
 Web : <http://www.enda-sante.org>

Cacid (Centre africain pour le commerce, l'intégration et le développement)

M. Cheikh Tidiane DIEYE

Dakar – Sénégal
 73, Rue Carnot
 B.P. 6879 Dakar - Sénégal
 Tél.: (221) 33 821 70 37
 Fax: (221) 33 823 57 54
 Email: cdieye@endatiersmonde.org
 Email: info@endacacid.org
 Web : www.endacacid.org



enda

Partenariats pour des
**alternatives
durables**

© 2016 - réseau international enda tiers monde
secrétariat exécutif

www.endatiersmonde.org

se@endatiersmonde.org

BP. 3370, DAKAR (Sénégal)

Nos partenaires



THE
ROCKEFELLER
FOUNDATION

